

Regard Jeune

Analyses politiques
sur la Côte d'Ivoire

• L'ENGAGEMENT SOCIO-POLITIQUES

L'engagement politique des jeunes dans la société civile ivoirienne entre ambitions, clivages générationnels et réalités socio-politiques

• LA SECURITÉ PAR LES MÉDIAS

Le contrôle démocratique du secteur de la sécurité par les médias en Côte d'Ivoire : Mythe ou réalité ?

• LE VOTE CHEZ LES JEUNES

Les déterminants sociaux du vote chez les jeunes en Côte d'Ivoire

• LA CULTURE POLITIQUE

Les déterminants de la Culture Politique des Jeunes en Côte d'Ivoire.

Préface

Constituant plus de 77% de la population en Côte d'Ivoire, la jeunesse ivoirienne représente à la fois le présent et le futur des ressources humaines du pays. En cette ère mouvementée par la dialectique des idées et par l'efficacité de la mise en œuvre des politiques publiques, cette frange importante de la population qu'est la jeunesse est parfois, à tort ou à raison, mise en marge des débats publics (soit par inexpérience, soit par désintéressement). Il semble donc opportun, primordial et même déterminant de leur donner la parole pour qu'ils puissent investir le débat public sous le prisme de leur génération.

La Friedrich-Ebert Stiftung, présente en Côte d'Ivoire depuis 1991, contribue à la formation politique des jeunes avec son programme « Génération à Venir » en Côte d'Ivoire, afin de leur donner des outils pour être de bons leaders et accroître leur participation à la vie politique.

Ainsi, la Friedrich-Ebert Stiftung (FES) offre à ces jeunes une lucarne pour pouvoir s'exprimer en portant un regard jeune sur les questions d'ordres sociétales, politiques ou économiques afin de mieux véhiculer leurs idées et diffuser la connaissance dans le but de consolider les valeurs démocratiques.

Cette troisième édition de « regard jeune » que la FES met à votre disposition est un récapitulatif de quatre études réalisées par des jeunes Ivoiriens et Allemands qui ont mené à bien des réflexions scientifiques d'ordres sociopolitiques et culturels en Côte d'Ivoire avec une dimension pluridimensionnelle.

Le but est donc de donner à ces analyses une étendue internationale et multidimensionnelle de sorte à rendre leur champ d'application plus vaste tout en obtenant des propositions et recommandations novatrices, à l'égard des décideurs et de la société civile.

Pour mieux faciliter la compréhension de ces écrits scientifiques, ils ont été écrits dans un style accessible et digeste afin de les lire aisément.

La diversité des sujets et le caractère scientifique des résultats obtenus permettent également de scruter minutieusement différents aspects de la société ivoirienne.

Dans cette publication, vous découvrirez la vision des jeunes sur l'engagement politique des jeunes dans la société civile ivoirienne et sur le contrôle démocratique du secteur de la sécurité par les médias en Côte d'Ivoire. Ensuite leur regard sur la question des déterminants sociaux du vote chez les jeunes en Côte d'Ivoire. Enfin, leur vision sur les déterminants de la culture politique des jeunes en Côte d'Ivoire.

La Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), soucieuse du strict respect de la liberté, de la justice, de la solidarité, et donc de la démocratisation de la parole, qui sont ses valeurs chères, garde l'espoir que les résultats de ces études contribueront à mieux éclairer la lanterne sur ces divers aspects évoqués.

Bonne lecture.

Thilo SCHÖNE
Représentant Résident
Bureau de la Friedrich-Ebert-Stiftung (Côte d'Ivoire)



SOMMAIRE

L'engagement socio-politiques

L'engagement politique des jeunes dans la société civile ivoirienne entre ambitions, clivages générationnels et réalités socio-politiques

P4

La sécurité par les médias

Le contrôle démocratique du secteur de la sécurité par les médias en Côte d'Ivoire : Mythe ou réalité ?

P12

Le vote chez les jeunes

Les déterminants sociaux du vote chez les jeunes en Côte d'Ivoire

P20

La culture politique

Les déterminants de la Culture Politique des Jeunes en Côte d'Ivoire.

P30



Tina Nischwitz est diplômée d'un master en Études de Développement à l'Université de Bayreuth (Allemagne). Après avoir fini sa licence en Études Européennes et un stage avec une ONG internationale de défense de droits de l'homme, elle s'est focalisée pendant son master sur les sciences politiques et la coopération au développement surtout en Afrique subsaharienne.

Passionnée par la coopération internationale et la justice sociale, elle a effectué un stage à la Friedrich-Ebert-Stiftung en Côte d'Ivoire. Pendant son séjour à Abidjan en 2019 elle a mené une étude pour son mémoire sur la participation politique des jeunes ivoiriens au sein de la société civile.

L'ENGAGEMENT POLITIQUE DES JEUNES DANS LA SOCIÉTÉ CIVILE IVOIRIENNE ENTRE AMBITIONS, CLIVAGES GÉNÉRATIONNELS ET RÉALITÉS SOCIO-POLITIQUES

Introduction

La jeunesse africaine est souvent évoquée à notre époque : qu'il s'agisse de l'Afrique comme « *continent jeune* » dont la structure démographique est particulièrement marquée par les personnes de moins de 35 ans ; soit en faisant référence aux différentes conceptions de la jeunesse. Dans cette optique, les jeunes incarnent en même temps l'espoir et l'avenir du continent ainsi que la tranche de population désœuvrée et problématisée. L'importance de la jeunesse est souvent évoquée dans les débats politiques et sociétaux. Cependant, l'implication des jeunes dans les instances politiques et sociales reste souvent marginale. Bien que la participation politique des jeunes en Afrique subsaharienne ait tendance à être faible, en particulier au niveau politique institutionnel,¹ cela ne peut être assimilé à une attitude apolitique ou à un manque d'engagement. Ce dernier est également démontré par des formes alternatives de participation telles que l'augmentation de manifestations des jeunes ces dernières années².

L'une de ces alternatives de participation politique est représentée par la société civile.

En Côte d'Ivoire, comme dans les autres pays africains, la société civile a gagné plus d'importance depuis la démocratisation.

Il est aussi pertinent de noter qu'en Côte d'Ivoire les jeunes constituent la plus grande partie de la population : 77% de la population totale du pays a moins de 35 ans.

La recherche s'intéresse donc à l'engagement politique de la jeunesse au niveau de la société civile, en examinant leur rôle au sein des organisations de la société civile (OSC) ivoirienne dans l'enjeu politique du pays.

Plus concrètement, cette recherche vise à répondre aux questions suivantes : Comment l'engagement des jeunes au sein de la société civile affecte-t-il la culture organisationnelle ainsi que la participation politique des jeunes ? A quels défis sont-ils confrontés à cet égard et quelles répercussions positives de leur engagement peuvent être observées ?

¹ Chikwanha, Annie/Masunungure, Eldret (2007): Young and Old in Sub-Saharan Africa: Who are the real Democrats? Afrobarometer Working Paper No. 87. Accessible en ligne: <http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Working%20paper/AfropaperNo87.pdf> [dernier accès: 27.02.2019]

² Honwana, Alcinda (2013): Youth in Africa: A Political Force? Perspectives 2013 (1), Heinrich Böll Stiftung. Accessible en ligne: https://www.boell.de/sites/default/files/2013_1_perspectives_africa.pdf [dernier accès: 27.02.2019]

Méthodologie

Afin d'examiner l'engagement des jeunes au sein des organisations de la société civile, deux groupes cibles ont été interviewés : les jeunes engagés dans les OSC aussi bien que les dirigeants des organisations respectives. L'analyse est basée sur 22 entretiens semi-structurés qui ont été menés au sein de 10 organisations de la société civile en Côte d'Ivoire. Toutes ces organisations ont été recrutées par le réseau des partenaires de la FES Côte d'Ivoire. Par ailleurs, ils ont été sélectionnés pour leur importance et leur contribution active au cours des trois processus politiques dernièrement menés en Côte d'Ivoire : la réorganisation de la Commission Électorale Indépendante (CEI), l'élaboration de la loi concernant le quota des femmes dans les institutions politiques ainsi que la grève générale des fonctionnaires en 2017.

L'organisation Actions Pour la Défense des Droits Humains (APDH) avait appelé la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples en 2016 en réclamant une nouvelle composition de la CEI. Après la décision de la Cour, la Côte d'Ivoire était obligée de réorganiser sa commission électorale avant les élections 2020. Ainsi, au cours de ce processus de la réorganisation de la CEI plusieurs OSC ivoiriennes ont été politiquement actives, dont 06 organisations ont été incluses dans cette étude : Actions Pour la Défense des Droits Humains (APDH), CIVIS-Côte d'Ivoire, Plateforme des Organisations de la société civile pour l'Observation des Elections en Côte d'Ivoire (POECI), Mouvement Ivoirien des Droits Humains (MIDH), Observatoire Ivoirien des Droits de l'Homme (OIDH), Agir pour la Démocratie, la Justice et la Liberté en Côte d'Ivoire (ADJL-CI). Pendant l'élaboration de la loi du quota des femmes dans les institutions politiques, plusieurs organisations des femmes étaient actives à travers des plaidoyers et des sensibilisations. Les organisations qui ont été ainsi choisies pour les entretiens sont : le Réseau Ivoirien pour la Défense des Droits de l'Enfant et de la Femme (RIDDEF), Organisation pour la Femme Active en Côte d'Ivoire (OFACI), Centre Féminin pour la démocratie et les droits humains en Côte d'Ivoire (CEFCI). Certaines entre elles ont également contribué à la réorganisation de la CEI. Finalement, la grève générale des fonctionnaires s'est tenue en 2017 suite à l'initiative du syndicat Plateforme Nationale des Organisations Professionnelles des Secteurs Public et Privé de Côte d'Ivoire (PFN).

Mais qu'entendons-nous par « jeunesse » ?

Avant tout, la question de la définition de la jeunesse en Afrique se pose. La jeunesse en tant que catégorie sociale se réfère généralement à la phase entre l'enfance et l'âge adulte. La définition de l'âge adulte est déjà une variable dépendante du contexte culturel qui peut différer d'un pays à un autre. Les Nations unies définissent la jeunesse comme une catégorie d'âge comprise entre 15 et 24 ans³. L'Union Africaine a également adopté une tranche d'âge pour la jeunesse, qui s'étend de 15 à 35 ans⁴. Autre que la définition de la jeunesse basée sur l'âge chronologique, il s'agit également d'une variable culturelle importante en Afrique, sur la base de laquelle sont fondées les structures hiérarchiques au sein des sociétés et des familles⁵. En étant conscient de la notion culturelle de l'âge et ainsi de la jeunesse en Côte d'Ivoire, cette étude visait néanmoins à examiner l'engagement politique des jeunes au sens de l'âge chronologique. C'est la raison pour laquelle la définition de l'Union Africaine a été choisie comme cadre de référence. Ce dernier est également le cadre auquel l'âge des jeunes interviewés correspond et auquel cet article se réfère.

La société civile et la participation politique

La participation politique est un élément indispensable d'un système politique démocratique, dans lequel les citoyens d'un État jouent un rôle central : ils participent aux processus publics de prise de décision et ainsi à la volonté politique. La recherche sur la participation politique a identifié de nombreuses formes de participation qui diffèrent dans leur constitution, mais qui ont toutes pour but d'aider à façonner les processus politiques et à les influencer⁶.

L'instrument le plus connu et le plus central de la participation politique dans une démocratie est l'acte électoral, dans lequel les citoyens choisissent leurs décideurs politiques préférés. Cependant, la participation politique va bien au-delà. C'est ainsi que la société civile joue un rôle indispensable dans le cadre de la participation politique, étant donné qu'elle fait partie de ce que l'on appelle l'environnement d'un système politique. La genèse du concept de société civile a une longue tradition, dont la base théorique a été particulièrement élaborée à l'époque par les grands penseurs tels que Alexis de Tocqueville et Antonio Gramsci.

³ Nations Unies (2001): Implementation of the World Programme of Action for Youth to the Year 2000 and Beyond. Accessible en ligne: http://www.youthpolicy.org/basics/2001_WPAY_Implementation_Report.pdf [dernier accès: 27.02.2019]

⁴ Union Africaine (2006): African Youth Charter. Accessible en ligne: https://au.int/sites/default/files/treaties/7789-treaty-0033_-_african_youth_charter_e.pdf [dernier accès: 27.02.2019]

⁵ Chikwanha, Annie/Masunungure, Eldret (2007): Young and Old in Sub-Saharan Africa: Who are the real Democrats? Afrobarometer Working Paper No. 87, p. 1. Accessible en ligne: <http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Working%20paper/AfropaperNo87.pdf> [dernier accès: 27.02.2019]

⁶ Union Africaine (2006): African Youth Charter. Accessible en ligne: https://au.int/sites/default/files/treaties/7789-treaty-0033_-_african_youth_charter_e.pdf [dernier accès: 27.02.2019]

⁷ Habermas, Jürgen (1992): Faktizität und Geltung. Beiträge zur Diskurstheorie des Rechts und des demokratischen Rechtsstaats, Frankfurt / Main: Suhrkamp, p. 443.

Alors que Tocqueville considère les associations sociales comme un moyen de défense contre la suprématie de l'État et comme une forme d'organisation des affaires sociales, Gramsci les décrit comme un espace de conflit social dans la lutte pour le pouvoir de l'État. Dans ceci, les intérêts sociaux sont articulés et visés à une mise en œuvre politique. Dans la version de Jürgen Habermas, le domaine de la société civile comprend l'existence « *d'associations, d'organisations et de mouvements formés spontanément (...), qui reprennent, condensent et amplifient bruyamment la résonance que les problèmes sociaux trouvent dans les sphères privées de la vie et la transmettent au public politique* ». ⁷

D'un côté, la société civile est donc considérée comme un moyen d'articulation d'intérêts des citoyens qui sont transmis aux instances décisionnelles politiques par les organisations de la société civile. Les politologues Gabriel Almond et Sidney Verba le décrivaient ainsi : « *Les associations volontaires sont le principal moyen par lequel la fonction de médiation entre l'individu et l'État est exercée. Grâce à elles, l'individu est en mesure d'établir des relations efficaces et significatives avec le système politique* ». ⁸ De l'autre côté, ils indiquent que l'engagement d'un citoyen au sein des associations de la société civile pourrait avoir des répercussions positives aux perceptions et attitudes politiques de l'individu engagé. C'est dans cette optique, que Almond et Verba et d'autres politologues soutiennent que l'engagement civique soit également un facteur essentiel en ce qui concerne le développement et la stabilité démocratique d'un pays.

La société civile en Afrique subsaharienne.

Le concept de société civile a été dérivé des développements et des processus politiques dans les États occidentaux. A partir de 1980, le concept de société civile a également été utilisé dans de nombreuses analyses sociologiques et politiques en Afrique. Avec les processus de démocratisation croissants à partir de 1990 dans certains pays d'Afrique subsaharienne dont la Côte d'Ivoire, la recherche sur la société civile a gagné en pertinence.

En raison des développements énumérés ci-dessus, il y a également de nombreux discours sur l'appropriation de ce concept sur le continent africain ⁹. En particulier, il est souligné que le concept de société civile est une construction purement occidentale qui se concentre

trop sur les associations de la société civile organisée et n'est donc pas adapté au contexte africain, dans lequel les réseaux traditionnels jouent un rôle important. D'autres auteurs soulignent qu'il est erroné de s'interroger sur la pertinence du concept pour le contexte africain en tant que tel, puisqu'on y trouve des associations qui peuvent être subsumées sous ce terme. ¹⁰ Neubert remarque que les associations de la société civile en Afrique existaient déjà avant l'époque coloniale. ¹¹ Les groupes et associations de la société civile ont également joué un rôle important pendant les mouvements d'indépendance. Alors qu'elles ont souvent été interdites ou fortement marginalisées dans la période suivant l'indépendance, les associations de la société civile ont acquis une nouvelle importance, notamment au cours des processus de démocratisation à partir de 1990 ¹². D'autres soutiennent que les acteurs de la société civile en Afrique subsaharienne au cours des dernières décennies ont même assumé un rôle accru dans les sphères publiques et politiques. ¹³

Les organisations de la société civile et le processus politique en Côte d'Ivoire.

En ce qui concerne la société civile en Côte d'Ivoire, il est affirmé qu'elle était faible avant et pendant la période coloniale et que son rôle marginalisé s'est poursuivi particulièrement pendant le long règne du Président Félix Houphouët-Boigny. ¹⁴ C'est dans cette optique que la société civile en Côte d'Ivoire, comme dans de nombreux autres États d'Afrique subsaharienne, n'a pas trouvé une formation plus profonde jusqu'à l'ouverture politique vers le multipartisme. ¹⁵

Des observations récentes indiquent que les organisations de la société civile en Côte d'Ivoire sont actuellement « *relativement libres* » ¹⁶ d'agir. D'après la dernière classification du Civil Society Index (CSI), la situation actuelle de la société civile en Côte d'Ivoire est « *obstruée* ». Selon la définition de l'Institut CIVICUS, cela signifie que la société civile en Côte d'Ivoire peut se former librement, mais qu'elle est également soumise à des restrictions de la part des autorités de l'État. ¹⁷

⁸ Almond, Gabriel A./Verba, Sidney (1965): *The Civic Culture. Political Attitude and Democracy in Five Nations*. Boston/Toronto: Little, Brown and Company, p. 245.

⁹ Obadare, Ebenezer (2011): *Civil Society in Sub-Saharan Africa*, in: Edwards, Michael (éd.): *The Oxford Handbook of Civil Society*. New York: Oxford University Press, p. 183-194.

¹⁰ Lewis, D. (2002): *Civil Society in African Contexts: Reflections on the Usefulness of the Concept*, in: *Development and Change*, 33 (4), p. 569-586.

¹¹ Neubert, Dieter (2011): *Zivilgesellschaft in Afrika? Formen gesellschaftlicher Selbstorganisation im Spannungsfeld von Globalisierung und lokaler soziopolitischer Ordnung*, in: *Leviathan - Sonderheft* 26/2010, p. 210-232.

¹² Bratton, M. (1994). *Civil society and political transition in Africa*, in: *Institute for Development Research Reports* 11 (6).

¹³ Eberlei, Walter (2014): *Wirkungen und Erfolgsbedingungen zivilgesellschaftlicher politischer Arbeit in Subsahara Afrika*, in: Eberlei, Walter (éd.): *Zivilgesellschaft in Subsahara Afrika*. Wiesbaden: Springer Fachmedien.

¹⁴ Crook, Richard (1990): *State, Society and Political Institutions in Côte d'Ivoire and Ghana*, in: *IDS Bulletin* 21 (4), p. 24-34.

¹⁵ Yahot, Christophe (2015): *Réflexions sur la Côte d'Ivoire*. Paris: L'Harmattan.

¹⁶ USAID (2016): *Indice de développement OSC 2016. Pour l'Afrique Subsaharienne*. Accessible en ligne: https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1866/2016-Africa-CSOSI-French_508_revised_4.24.18.pdf [dernier accès: 27.02.2019]

¹⁷ CIVICUS (2020): *Monitor Tracking Civic Space. Ratings*. Accessible en ligne: <https://monitor.civicus.org/Ratings/> [dernier accès: 12.10.2020]

¹⁸ Abledji, Michaël-Eric (2012): *La société civile ivoirienne est-elle sans voix?* Accessible en ligne: <https://www.contrepoints.org/2012/07/30/92081-la-societe-civile-ivoirienne-est-elle-sans-voix> [dernier accès: 27.02.2019]

Dans cette veine, Michaël-Eric Abledji souligne :
«Le contexte sociopolitique ivoirien est tel que le sentiment de « ras-le-bol » suscite l'émergence d'une société civile plus active, celle qui brave la peur et les menaces proférées à son encontre, pour dénoncer et éduquer les populations à travers des conférences, des séminaires de formation. Malheureusement, seule une infirme partie des organisations qui la composent arrivent à se faire entendre dans l'espace public [...]»¹⁸

Les organisations de la société civile qui figurent dans cette analyse néanmoins peuvent être attribuées à cette petite partie de la société civile qui est pertinente dans le contexte sociopolitique du pays. C'est la raison pour laquelle l'étude de l'engagement politique des jeunes parmi eux est particulièrement significative.

Résultats

La division structurelle dans l'implication des jeunes au sein des OSC.

Les résultats de cette étude donnent un aperçu détaillé de l'implication et l'engagement politique des jeunes adultes au sein des organisations de la société civile. Cette partie présentera les résultats en indiquant les effets sur la structure et la culture organisationnelle, ainsi que la participation politique des jeunes.

En ce qui concerne la structure et l'ambiance interne des OSC, les résultats de l'étude révèlent premièrement une très forte distinction dans l'implication des jeunes au sein de ces dernières. Le niveau d'implication des jeunes varie autour des différents organes et domaines d'activités, dont le degré d'implication est fortement divisé. Quant aux organes décisionnels des OSC, les jeunes sont généralement peu impliqués. Au niveau opérationnel et dans le cadre du travail de programme, l'implication des jeunes est forte. Malgré des petites différences, cette tendance a généralement été confirmée pour chaque OSC interrogée. Trois OSC ont affirmé que l'implication des jeunes connaît un léger accroissement dans quelques organes décisionnels, comparativement aux autres OSC. Cependant, même pour eux, on doit constater que la participation des jeunes dans ce cadre n'est pas entièrement significative. Dans cette optique, c'est seulement une organisation qui a affirmé avoir un jeune associé au Conseil d'Administration. En ce qui concerne les deux autres OSC, seulement une

plus forte marge de manœuvre de quelques jeunes dans la prise de décision administrative est devenue évidente. Pourtant, il faut souligner que ce n'est pas une différence remarquable, vu que ces trois OSC suivent principalement la tendance générale en ce qui concerne la division structurelle dans l'implication des jeunes. Quant à l'exécution des activités, les jeunes sont fréquemment associés dans toutes les OSC. Dans ce cadre, ils sont aussi impliqués et dans l'élaboration des activités et dans la prise de décision autour de celles-ci. La participation des jeunes à ce niveau des OSC englobe diverses tâches, dont les activités de formation politique, l'élaboration des rapports et des projets ainsi que la collecte de données. Liée aux thématiques des OSC, les jeunes s'engagent aussi dans le cadre de l'observation électorale et la mobilisation de la grève.

Cette division dans l'implication des jeunes se reflète en outre dans les processus politiques dans lesquelles ces organisations étaient influentes. En ce qui concerne les activités des OSC autour de la nouvelle CEI, de la loi du quota des femmes et de la grève des fonctionnaires, les jeunes ont participé dans les activités préparatoires, notamment dans le cadre du plaidoyer et les propositions faites par ces organisations. Quelques fois, des jeunes ont représenté leur organisation aux rendez-vous avec les partenaires dans les activités autour de la CEI et le quota des femmes. Néanmoins, dans les rendez-vous de haut rang avec le gouvernement et autres autorités étatiques, les jeunes n'étaient pas associés. Seul le syndicat PFN a affirmé que des jeunes ont participé aux négociations avec le gouvernement au cours de la grève. Cette affirmation du leader de PFN cependant n'a pas pu être confirmée par le jeune interrogé.

Ce qui est frappant est que la plupart des réponses sur l'implication des jeunes était donné par les leaders. En outre, c'était plus proportionnellement eux qui ont affirmé une forte implication des jeunes et souligné leur importance au sein des divers structures de l'OSC. En ce qui concerne les jeunes interrogés, les réponses étaient plus variées : Certains se sont sentis bien écoutés et impliqués au niveau de l'exécution de programme tandis que d'autres ont exprimé une plus forte négligence des jeunes au sein des structures de l'organisation.

Après avoir révélé les grandes tendances de l'implication des jeunes au sein des OSC, il est question de savoir comment cette division structurelle ainsi que les diverses perceptions de l'implication des jeunes s'expliquent.

Un premier modèle explicatif se trouve dans la notion de l'âge ainsi que le leadership en Côte d'Ivoire comme ailleurs en Afrique. Étant donné que l'âge est moins déterminé par l'âge chronologique que par le statut social, la définition de leadership est également connectée au statut social et à l'expérience d'un individu. Dans cette optique, la jeunesse au sens de l'âge chronologique (moins de 35 ans) est souvent référée au contraire de cette notion. Cette tendance figure également dans cette étude : D'un côté, il est souvent souligné de la part des jeunes que leur manque d'expérience est un facteur majeur expliquant leur faible implication au sein des OSC. Kevin Agbalessi (19 ans) de l'organisation MIDH explique :

« Les jeunes n'ont pas assez, le plus souvent n'ont pas assez d'expérience dans les ONG en Côte d'Ivoire. Et ils n'ont pas assez de connaissance. C'est arrivé à un certain niveau qu'ils acquièrent de la connaissance et d'expérience et c'est à ce niveau-là maintenant qu'ils ont un poids assez élevé au niveau de leur impact dans la prise décisionnelle de ces organisations. »¹⁹

Le manque d'expérience était également soulevé par des jeunes d'autres organisations. Le jeune interrogé continue :

« Maintenant si on prend la tranche d'âge de ... c'est-à-dire de 25 ans et plus, là, précisément même de la tranche d'âge d'environ 35 ans, là on estime qu'ils ont assez d'expérience et assez de connaissance. Donc ils peuvent occuper une place importante dans les ONG en fonction, on se dit: ils ont 30 ans, ont 35 ans, c'est qu'ils ont de l'expérience dans certaines activités et autres, donc on peut leur attribuer un rôle vraiment important dans les ONG. »²⁰

Cette distinction graduelle faite par Kevin Agbalessi semble pertinente dans le cadre de cette étude : Les jeunes âgés de trente ans ou plus, ont plus de chance d'avoir de l'influence au sein des instances de décisions de l'OSC que ceux qui sont plus jeunes ou encore membres récents de l'OSC. Cela indique donc que l'âge et, par conséquent, l'expérience des jeunes est probablement un facteur important en ce qui concerne l'implication des jeunes dans la société civile ivoirienne.

En outre, la notion de l'âge et du leadership ne semble pas seulement essentielle parmi la cohorte des jeunes au sein des OSC, mais également en relation avec les dirigeants des OSC. Ce fait se manifeste dans la division structurelle de l'implication des jeunes comme indiquée auparavant. Il est devenu évident que les leaders sont influents au niveau décisionnel, alors que les jeunes forment la base active de l'organisation. Donc, on peut constater que la division générationnelle se reflète dans la structure des OSC. Néanmoins, la division entre les générations est également perceptible dans la relation entre les jeunes et les leaders. Ces derniers ont souvent évoqué l'importance des jeunes en les préparant « à prendre le relais ». Même si les leaders ont conscience que les jeunes sont indispensables pour le travail ainsi que l'avenir et le maintien de l'OSC, leur insistance sur le fait que les jeunes devraient « prendre le relais » signifie également qu'une vaste implication des jeunes n'est pas encore autant réalisée.

Fanta Doumbia, Présidente de l'organisation OFACI, souligne à cet effet :

« Nous en tant que... nous sommes d'une génération et eux, ils sont d'une autre génération. Et vous voyez que notre manière de voir certaines choses, ce n'est pas la même chose. [...] Donc vous allez trop en besogne parce qu'ils sont fougueux et ils veulent toujours tout de suite... il faut que nous soyons là aussi pour pouvoir les canaliser. Mais en même temps nous avons besoin de cette fougue-là. »²¹

Ce dernier illustre bien la relation entre jeunes et leaders telle qu'elle était rapportée dans de nombreux entretiens : ce sont les adultes, les leaders des OSC qui doivent diriger la jeunesse et leurs idées. En ce qui concerne les leaders, ils ont décrit cette relation en soulignant l'importance des jeunes pour le maintien de l'organisation. Quant aux jeunes, leur notion de la relation avec les leaders était plus variée, mettant également en relief le manque de confiance et le manque de valorisation de leurs idées de la part des leaders.

Marie-Flore Wazi Begou (34 ans) de l'OIDH constate :
« Il faut l'encadrement, il n'y a pas de confiance. Du coup quand tu arrives, tu peux passer des mois, même des années à rester à des niveaux vraiment très bas où tu ne peux pas influencer. Il y a la confiance et l'encadrement qui manque de la part de nos devanciers. »²²

²⁰ Ibid.

²¹ Entretien No. 34, 24.09.2019.

²² Entretien No. 29, 19.09.2019.

²³ Entretien No. 30, 23.09.2019.

On peut conclure que la relation entre les jeunes et les dirigeants des OSC est encore beaucoup caractérisée par les notions traditionnelles de l'âge et de leadership. Cette dernière est également dominante au sein des structures des OSC. Les jeunes ainsi que les dirigeants ont souvent affirmé que la culture est encore très influente, à tel point que :

« *„[d]ans la culture ivoirienne, les plus âgés doivent être les chefs* »²³, comme résumé par Marc Gnahoré, Directeur Exécutif de ADJL-CI. En ce qui concerne les dirigeants, ils ont souvent démenti cette tendance en invoquant leur propre sens d'ouverture quant à l'implication des jeunes dans les processus de décision. Pour les jeunes par contre, ces motifs sont à la base de leurs réticences quant à l'expression de leurs idées devant les dirigeants et les organes décisionnelles des OSC. Malgré l'affirmation de la nécessité de l'engagement des jeunes pour l'organisation de la part des dirigeants, on doit constater que beaucoup de jeunes ne se sentent pas autant impliqués et valorisés comme prôné par les leaders. En outre, l'ouverture exprimée par les dirigeants interrogés envers l'engagement des jeunes, n'est pas si progressivement ancrée au sein des structures des OSC.

Le double rôle des jeunes concernant la participation politique au sein des OSC.

Malgré la faible influence des jeunes aux niveaux décisionnels, ils ont une très grande importance au niveau de l'exécution des programmes, notamment en ce qui concerne l'éducation politique. En interrogeant les jeunes sur la motivation de leur engagement au sein des OSC ainsi que leurs tâches et responsabilités, un double rôle s'est révélé : D'un côté, pour une grande majorité des jeunes interrogés, l'engagement au sein des OSC est un moyen de formation. De l'autre côté, ce sont également eux qui sont responsables et fortement présents dans le cadre de formations politiques et civiques organisées par ces organisations en faveur d'une plus grande partie de la jeunesse ivoirienne. En allant un peu plus dans les détails, on peut constater que les jeunes y sont engagés en vue de se former professionnellement et notamment sur les thématiques socio-politiques traitées par ces OSC. Donc les jeunes cherchent à acquérir aussi bien des outils et connaissances professionnelles dans la gestion d'une OSC qu'une formation sur des diverses thématiques.

Corinne Doudou (31ans) de POECI conclut qu' « *au sein de la société civile en tant que jeune, quand tu viens là, tu te formes, c'est une grande formation. Tu te formes à la citoyenneté, au civisme, à la démocratie.* »²⁴

D'autres jeunes et dirigeants ont également mentionné à cet égard les droits humains, la bonne gouvernance, les élections, les relations entre la société civile et la politique, les droits des femmes et autres.

Dans l'optique de la division structurelle mentionnée ci-dessus, ce sont particulièrement les jeunes qui exécutent les activités des OSC, notamment les programmes de formation et mobilisation. A cet égard, Théodore Zadi Gnagna, Président du syndicat PFN a déclaré que la jeunesse est « *la base active de l'organisation* »²⁵, ce qui résume des expressions similaires d'autres dirigeants et jeunes interrogés. D'après eux, les jeunes sont beaucoup impliqués dans la mise en œuvre des activités des OSC. Dr. Christophe Kouamé, Président de CIVIS-Côte d'Ivoire, a rapporté : « *Tout ce qui est action terrain, mobilisation terrain, sensibilisation terrain, sensibilisation communautaire à la base, conférence, de mobilisation des jeunes à l'extérieur d'Abidjan, ce sont des jeunes qui le font* »²⁶.

Au cours de cette étude il est devenu évident que les jeunes jouent un rôle très important au sein des OSC sous cet angle. C'est également dans cette veine que les jeunes sont beaucoup plus sollicités qu'ailleurs. Le jeune bénévole Kevin Agbalessi de MIDH dit :

« *Les ONG prennent...le plus souvent difficilement l'opinion et l'idée des jeunes concernant les activités qui touchent les hautes autorités. Mais les activités qui touchent la jeunesse, les activités qui touchent une tranche d'âge comme vous avez dit de 18 à 35 ans et autre, là on essaie de prendre l'avis, on essaie de prendre l'idée, l'opinion de ces jeunes.* »²⁷

Dans ce cadre, également les jeunes d'autres OSC exprimaient une plus grande marge de manœuvre et implication envers leurs idées et propositions.

Par conséquent, on peut conclure que la jeunesse a un certain poids et une certaine force au sein des OSC qui s'étend majoritairement au niveau de la mise en exécution des activités de formation. Là, ils ont un rôle clé, non seulement pour la conduite des activités des OSC mais également pour le développement socio-politique du pays.

²⁴ Entretien No. 9, 12.09.2019.

²⁵ Entretien No. 25, 19.09.2019.

²⁶ Entretien No. 18, 16.09.2019.

²⁷ Entretien No. 15, 13.09.2019.

²⁸ Almond, Gabriel A./Verba, Sidney (1965): The Civic Culture. Political Attitude and Democracy in Five Nations. Boston/Toronto: Little, Brown and Company.

²⁹ Entretien No. 9, 12.09.2019.

Dans ce contexte, l'engagement politique des jeunes au sein des OSC a plusieurs répercussions sur lesquelles nous allons nous projeter dans la partie suivante.

Étant donné les constats des politologues Almond et Verba, l'engagement civique d'un individu au sein des associations aura fort probablement des impacts positifs sur les attitudes et les valeurs d'un citoyen aussi bien que sur la stabilité de la démocratie.²⁸ Alors que leurs résultats ont été validés dans le contexte occidental, cette étude a relevé certaines similarités avec la situation ivoirienne, parmi les OSC interrogées. Tout d'abord, l'engagement politique des jeunes dans la société civile ivoirienne peut être considéré comme un promoteur des valeurs. Beaucoup de jeunes ainsi que des dirigeants ont constaté une connexion fructueuse entre l'engagement des jeunes au sein des OSC, leur compréhension des réalités socio-politiques, leurs attitudes et leurs comportements en tant que citoyens. Les deux groupes interrogés ont mis en relief le fait que les jeunes ont un regard plus objectif et une estimation plus analytique des réalités socio-politiques grâce à leur formation au sein de la société civile. Corinne Doudou de POECI constate par exemple :

« Donc des jeunes qui militent dans une organisation de la société civile ont ce regard-là, on fait un choix objectif, de prendre part à des débats politiques mais dépassionnés et sans subjectivité mais de manière objective. Ça, c'est un grand apport lorsque tu milites dans la société civile d'avoir ce regard-là qui est plus objectif que celui d'un militant qui a un regard subjectif. »²⁹

L'affirmation d'une objectivité doit être traitée avec prudence. Particulièrement dans un environnement politique très polarisé ceci est difficile à constater. Pourtant, les mentions multiples soulignant cette connexion entre l'engagement au sein de la société civile et une autre manière d'évaluer les réalités socio-politiques du pays suggèrent qu'un certain impact sur les perceptions personnelles des jeunes engagés soit valide. La plupart des interrogés ont souligné cette attitude en comparaison avec une grande partie de la jeunesse ivoirienne étant exposée à la manipulation politique ainsi qu'à la violence créée par des tensions socio-politiques. De ce fait, on peut constater qu'il est fort probable que l'engagement politique au sein des OSC promeuve une attitude plus réfléchie et un comportement plus civique.

Ce dernier est également un effet positif pour la Côte d'Ivoire qui poursuit la démocratie. Une autre opportunité est liée au fait que le rôle des jeunes concernant l'engagement politique dans la société civile ivoirienne s'étend particulièrement à la mise en œuvre des activités. Ces derniers sont souvent dirigés vers d'autres jeunes. A cet égard, les jeunes ont fait savoir qu'ils transmettent, dans leur environnement personnel, leurs compétences et leurs valeurs acquises au sein de la société civile aux autres jeunes ivoiriens. Le jeune bénévole d'ADJL-CI, Stéphane Gra Bi (27 ans) affirme que ceci est sa contribution aux processus politiques de son pays :

« Bon, influencer la politique au niveau national, moi, à mon niveau revient à sensibiliser mes confrères, mes amis jeunes pour ne pas qu'on tombe dans la bassesse, pour ne pas les laisser suivre une opinion politique avec intérêt en fait. »³⁰

Pour cela, les jeunes ne doivent pas être considérés seulement comme des sujets passifs ou d'ordre facultatif au sein de la société civile mais plutôt comme des canaux de transmission de valeurs positives. Ce qui permettra d'avoir des résultats conséquents sur le développement démocratique de la Côte d'Ivoire.

Après avoir découvert que l'engagement politique au sein des OSC a un impact sur l'attitude civique des jeunes engagés, il sera nécessaire de mieux situer ces effets dans l'environnement politique du pays. En ayant déjà fait référence au contexte politique polarisé en Côte d'Ivoire, il est nécessaire d'analyser ces résultats sous cet angle. Comme élaboré ci-dessus, plusieurs jeunes et dirigeants ont reconnus les effets positifs de l'engagement des jeunes au sein des OSC. Tandis qu'on a pu remarquer un impact au niveau des valeurs et compétences civiques des jeunes, on doit souligner que ces effets sont cependant limités par l'environnement politique du pays. Une grande partie des jeunes fait savoir qu'elle est adhérente aux OSC pour pouvoir s'engager socialement sans pour autant faire partie des partis politiques. Dans ce cadre, la plupart des jeunes n'ont pas associé leur engagement au sein de la société civile comme un engagement politique mais l'ont plutôt évoqué comme un engagement *« citoyen »*.

³⁰ Entretien No. 31, 23.09.2019.⁴ <http://afrique.le360.ma/cote-divoire/societe/2017/02/26/9998-cote-divoire-la-lutte-sans-fin-contre-lorpaillage-clandestin-9998> consulté le 20 novembre 2017.

³¹ Entretien No. 4, 05.09.2019.

Dans la suite de cette notion fracturée entre la sphère politique et la société civile, les jeunes ont toujours opposé l'image de la politique corrompue à une société civile proche des citoyens et engagée pour leur bien-être. C'est également la raison pour laquelle chacun des interrogés a nié vouloir intégrer la politique un jour mais évoqué de rester au sein de la société civile.

En présence d'un contexte politique aussi politisé que polarisé, cette perception n'est pas surprenante. Néanmoins, il ne faut pas confondre cette affirmation des jeunes à une perception apolitique de leur engagement. Dans ce contexte socio-politique du pays, cet engagement a quand même des connotations politiques. Comme Manuela Coulibaly (28 ans) de APDH a également fait entendre :

« Quand on entend politique, on se dit on pense tout de suite au pouvoir. Pourtant, c'est pas ça la question. Puis maintenant le pouvoir, et puis il y a politique en terme de gestion de la société et en terme de travailler pour l'intérêt général et ça c'est différent. Et ça c'est ce que la société civile fait. »³¹

Dans ce contexte de gestion politique qui est constitué de plusieurs acteurs, dont la société civile, deux jeunes interrogés ont également évoqué le manque des forums et des débats entre la jeunesse politiquement engagée au sein de la société civile et les hommes et femmes politiques. Bien que la majorité des jeunes aient exprimé vouloir rester à distance de la politique, des rencontres entre la jeunesse qui s'engage politiquement en dehors des autorités politiques et les responsables politiques pourraient probablement contribuer à une meilleure compréhension mutuelle ou au moins à une ouverture mutuelle de ces deux sphères.

Ainsi on peut conclure que l'engagement des jeunes au sein de la société civile a un impact sur les valeurs et compétences démocratiques des jeunes et c'est ainsi que leur engagement leur permet d'être politiquement actif. Étant donné que la société civile est une partie intégrante d'un système politique démocratique, on peut également conclure que l'engagement des jeunes contribue au développement démocratique du pays, ne serait-ce que légèrement. Cet impact est, cependant, limité sur la sphère politique de la société civile et ne s'élargit pas aux autorités politiques du pays.

Conclusion et recommandations aux multiples acteurs

L'étude a révélé que l'engagement de la jeunesse affecte la structure et la culture organisationnelle aussi bien que la participation politique des jeunes de plusieurs manières. Tout d'abord, la jeunesse joue un rôle essentiel au sein de la société civile en ce qui concerne les activités politiques au niveau citoyen en Côte d'Ivoire. Celle-ci apporte une dynamique aux organisations dans la mise en œuvre de leurs activités de formation.

Dans ce sens, les jeunes engagés y acquièrent également des valeurs et compétences importantes pour un développement démocratique du pays. En même temps, ils interagissent comme des multiplicateurs de ces effets pour une large partie de la jeunesse ivoirienne.

En outre, cet engagement politique des jeunes au sein de la société civile englobe plusieurs défis ainsi que des effets positifs dans le cadre du développement politique et sociétale de la Côte d'Ivoire. Parmi les défis, il faut énumérer la division structurelle au sein des OSC qui empêche les jeunes de contribuer considérablement au niveau décisionnel et par conséquent dans les processus politiques de haut rang, dont par exemple les récents débats autour de la réforme de la CEI, le quota des femmes et la grève des fonctionnaires. En outre, la notion culturelle de l'âge et leadership a été identifiée comme un autre obstacle dans une implication accrue des jeunes dans les divers organes des OSC malgré que les dirigeants aient fortement accentués sur le fait qu'ils souhaitent une plus grande participation des jeunes. De plus, bien que les dirigeants aient conscience de l'importance des jeunes dans les OSC, ils ne sont pas suffisamment responsabilisés dans les prises de décisions. Le contexte politisé en Côte d'Ivoire, dans lequel les jeunes s'engagent politiquement dans la société civile, est aussi un obstacle pour les jeunes. Par contre, l'engagement politique des jeunes au sein de la société civile a en même temps plusieurs répercussions positives. En adhérant à la société civile, les jeunes acquièrent des valeurs importantes ainsi que des outils et compétences nécessaires en tant que citoyens afin de contribuer au développement démocratique du pays.

A travers l'exécution de programmes des OSC, les jeunes ont également la possibilité d'apporter leurs idées et de transmettre leur savoir à leur semblable. Cela devrait avoir encore un impact sur les réalités socio-politiques du pays. En outre, l'implication au sein de la société civile ivoirienne leur donne la possibilité de participer aux débats politiques dans leur pays. Pour que cela soit effectif, nous voudrions bien adresser des recommandations aux multiples acteurs de la scène sur l'enjeu de la participation politique des jeunes dans les OSC ivoiriennes.

Recommandations à la FES

- Sensibiliser les partenaires de la FES à l'implication accrue de la jeunesse au sein de leur organisation et encourager les dirigeants des OSC à plus pro-activement promouvoir l'engagement de la jeunesse à travers les différents organes de leurs organisations.
- Créer un format de débat politique exclusivement adressé aux jeunes, notamment ceux engagés dans la société civile ivoirienne, en permettant le dialogue entre la jeunesse et les dirigeants politiques ainsi que les acteurs sociaux. Cela doit particulièrement permettre aux jeunes de proposer leurs idées aux divers acteurs venant de la politique et de la société civile.
- Étant donné qu'une grande partie des jeunes participants du programme « *Génération A Venir* » est engagé dans la société civile, la poursuite du travail avec la jeunesse dans ce cadre est indispensable particulièrement en ce qui concerne l'autonomisation et la formation des jeunes sur les outils nécessaires à leur engagement au sein des OSC.

Recommandations aux OSC et leurs dirigeants

- Faire valoir l'ouverture exprimée envers l'engagement des jeunes en contribuant à une implication accrue des jeunes aux niveaux des différents organes décisionnels au sein de la structure des OSC.
- Amélioration de l'implication des jeunes par divers moyens, par exemple l'écoute de leurs propositions et la mise en œuvre de leurs idées.

Recommandations aux jeunes

- S'engager plus pro-activement dans les OSC dans l'optique de promouvoir la transformation des structures des OSC pour qu'elles deviennent plus ouvertes et réceptives aux jeunes à travers leurs différents organes.
- Contribuer à la formation d'autres jeunes à travers l'engagement au sein des OSC en les motivant à s'engager dans la société civile ivoirienne.



Déborah Marie-Estelle N'GUESSAN Diplômée d'un master 2 en droit de l'homme et action humanitaire à l'université Alassane Ouattara, Déborah Marie-Estelle N'GUESSAN fait partie des 19 jeunes africains bénéficiaires du programme « Get to know Ecowas » pour une sécurité inclusive pour tous, à Abuja (Nigéria) en 2019.

Et depuis, elle s'intéresse aux questions sécuritaires. Elle est aujourd'hui blogueuse sur la sécurité humaine et la gouvernance et fait partie de la première promotion du programme école femme et sécurité initié par la FES. Cette étude a été réalisée dans le cadre de son stage dans ladite institution de février à avril 2021

LE CONTRÔLE DEMOCRATIQUE DU SECTEUR DE LA SECURITE PAR LES MEDIAS EN CÔTE D'IVOIRE : Mythe ou réalité ?

RÉSUMÉ

Les médias en tant qu'acteurs du secteur de la sécurité ont un rôle important à jouer dans la gouvernance démocratique de ce secteur. Ils ont en effet un droit et un devoir de contrôle du secteur de la sécurité.

Cette responsabilité nécessite impérativement certaines aptitudes de base ou à développer pour un contrôle effectif et efficace.

Cependant certaines réalités et facteurs qu'on qualifiera d'internes et d'externes aux médias constituent un frein à ce contrôle. Il faudrait donc les surmonter afin de rendre plus crédible la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité et réussir la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) en Côte d'Ivoire.

CONTEXTE

Les médias pourtant acteurs légitime du secteur de la sécurité selon la RSS restent quasi absents dans la gouvernance de ce secteur. On n'y perçoit en effet pas leur rôle. Méconnaissance de leur rôle ? désintérêt ? ou incapacité technique et opérationnelle ? c'est toutes ces interrogations qui suscitent la présente réflexion partant du constat du manque, de l'insuffisance ou/et des limites dans les actions des médias en Côte d'Ivoire quand il s'agit des questions de sécurité, notamment du contrôle démocratique alors qu'ils représentent des acteurs indispensables du processus de contrôle démocratique du secteur de la sécurité.

IDÉES MAJEURES

- Le contrôle démocratique du secteur de la sécurité par les médias est une exigence normative, opérationnelle et stratégique.
- Rendre effectif le renforcement de capacités des médias dans le contrôle démocratique devient une urgence au regard de l'environnement sécuritaire menacé ces dernières années.
- La prise de conscience par les médias quant à leur rôle dans la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité est un défi.

PROBLÉMATIQUE

Le contrôle démocratique du secteur de la sécurité par les médias en Côte d'Ivoire est-il effectif et efficace ?

Mots-clés :

**Réforme – Secteur de la Sécurité – Côte-d'Ivoire
Contrôle – Politique – Transparence – Bonne
Gouvernance – Démocratie – Médias – État.**

Introduction

Le contrôle démocratique s'impose comme l'une des conditions sine qua non pour réussir la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) en Côte d'Ivoire. La RSS s'est imposée comme une urgence institutionnelle de reconstruction post-crise pour la Côte d'Ivoire fragilisée par le conflit armé et la crise post-électorale de 2011. C'est aussi un processus par lequel les États formulent ou réorientent les politiques, les structures et les capacités des institutions et des groupes engagés dans le secteur de la sécurité, en vue de les rendre plus efficaces et de leur permettre d'être attentifs au contrôle démocratique et aux besoins de sécurité et de justice de la population. La RSS va donc prévoir les médias dans la gouvernance du secteur de la sécurité en leur assignant un rôle de contrôle.

Le contrôle démocratique du secteur de la sécurité devient alors l'un des rôles des médias, prescrit par la réforme 56 de la RSS.

Cependant, les médias en tant qu'acteurs n'ont pas toujours conscience de leur rôle et de leurs responsabilités vis-à-vis des mécanismes démocratiques de gouvernance de la sécurité. Ils manquent parfois aussi d'outils conceptuels et d'effectifs qualifiés pour s'impliquer de manière constructive dans la gouvernance de la sécurité. Leur potentiel de contribution s'en trouve apparemment sous-exploité.

Objectif et méthode

L'objectif de cette étude est d'examiner à partir des données recueillies l'effectivité et l'efficacité du contrôle démocratique fait par les médias en Côte d'Ivoire. Nous avons pour cela procédé à des recherches, des analyses documentaires et effectué des entretiens avec des journalistes et des chefs de médias (presse écrite, en ligne, radio) repartis en catégorie 1 pour les journalistes enquêtés et catégorie 2 pour les chefs de médias. Aussi nous avons eu un entretien avec le service de la presse de l'armée³² pour s'informer dans un premier temps de leurs missions principales et dans un second, de leurs éventuelles collaborations avec les « *médias civils* »³³, a nommé notre interlocutrice. En effet, les informations recueillies nous ont permis d'analyser les données selon lesquelles la présence d'un tel service entacherait le contrôle démocratique des médias du secteur de la sécurité, notamment pour les questions liées à la défense, comme l'a avancé certains journalistes enquêtés.

En général, toutes les cibles ont été soumises selon leur catégorie, à un éventail de questions (questionnaire ou questions semi ouvertes). Il a été prévu de réaliser des entretiens avec les médias audiovisuels tels la Radiotélévision Ivoirienne (RTI), la Nouvelle Chaîne Ivoirienne (NCI) et Life tv, mais n'ayant pas obtenu leurs accords favorables dans le délai qui nous a été imparti pour l'étude, nous avons effectué des revues et analyses de presses sur leurs différentes communications et celles d'autres médias, sur les événements majeurs de sécurité dans la période de 2016 à 2020 pour celles qui existaient déjà.

Ainsi, nous avons pu analyser la capacité, la compétence et les outils de contrôle démocratique des médias du secteur de la sécurité ; l'intérêt des médias pour les questions liées à la sécurité ; les difficultés et limites liées au contrôle puis enfin nous avons fait des recommandations à l'État de Côte d'Ivoire, aux médias et à la FES.

Mais bien avant, nous avons pris le soin de présenter contextuellement des concepts clés, réguliers dans cette étude.

Compréhension contextuelle des termes clés
« *contrôle démocratique* », « *médias* », « *secteur de la sécurité* » et « *rôle des médias dans le contrôle démocratique du secteur de la sécurité ?* »

³²Le Bureau d'Informations et de Presse de l'Armée (BIPA).

³³ Pour désigner la presse ordinaire, distincte de la presse des armées.

« Contrôle démocratique »

L'absence de contrôle démocratique dans le secteur de la sécurité crée un environnement favorable à la corruption, à l'impunité et à la négation des droits des personnes. S'il n'est pas soumis à un contrôle civil et démocratique, même le secteur de la sécurité le plus effectif et efficace sur le plan opérationnel peut devenir un mécanisme de soutien à un régime autoritaire et un instrument d'oppression. Le contrôle démocratique retrouve alors là, tout son intérêt dans une démocratie. Il est à la fois interne et externe et demande l'implication de plusieurs acteurs tels les assemblées élues (contrôle parlementaire)³⁴, le pouvoir judiciaire, (supervision judiciaire)³⁵, des acteurs étatiques à travers le contrôle gouvernemental³⁶ et la société civile et les médias qui effectuent un contrôle public et citoyen du secteur de la sécurité.

« Médias »³⁷

Apparu dans les années 1960, le terme "MEDIA" désigne tout moyen de communication de masse. C'est un moyen qui permet de diffuser une information à un public. Et selon la méthode de traitement de l'information, les médias se classent en différents groupes. Citons de manière non exhaustive internet, la télévision, le cinéma, la radio etc.

Dans notre présente analyse, nous nous focaliserons sur la radio, la télévision et la presse (en ligne et écrite). Le choix de ces médias a été influencé par divers facteurs, tels que la géolocalisation (média national ou non national) et l'envergure de leur audience, c'est-à-dire le nombre approximatif de personnes qu'ils parviennent à atteindre.

« Secteur de la sécurité »

Le Cadre d'orientation de l'Union Africaine sur la RSS indique que « les composantes du secteur de la sécurité varient suivant le contexte de chaque pays ». En Côte d'Ivoire, le secteur de la sécurité est composé d'acteurs étatiques et non-étatiques. On distingue parmi eux, les prestataires des services de sécurité³⁸ et les organismes de gouvernance, de gestion et de contrôle³⁹.

Du point de vue de la bonne gouvernance du secteur de la sécurité, le rôle du secteur de la sécurité est d'assurer la sécurité de l'État et la sécurité humaine qui place l'humain au centre des réponses apportées aux besoins de sécurité.

« Le rôle des médias dans la gouvernance du secteur de la sécurité ? »

À travers le traitement et la diffusion des informations, les médias sont un acteur majeur de la gouvernance démocratique, surtout en Afrique. En effet, ils jouent une fonction de veille citoyenne et constituent une interface entre l'État et la société. Depuis le début des années 1990, un nombre croissant de citoyens a accès à une information diversifiée, notamment sur les questions d'importance nationale comme la gouvernance ou la sécurité humaine⁴⁰. Sur cette dernière question, les médias sont supposés jouer un rôle capital dans la mise en œuvre des politiques nationales de sécurité et participer à la bonne gouvernance du secteur de la sécurité à travers trois fonctions majeures :

- La fonction de forum civique, en donnant la parole à toutes les composantes de la société ;
- La fonction de mobilisation sociale, en contribuant à l'engagement civique et à la participation citoyenne ;
- Et la fonction de veille, d'observation et de contrôle des différentes institutions et autres acteurs en charge de la sécurité, afin de garantir la transparence et l'imputabilité des pouvoirs publics.

Cependant en amont, pour la bonne exécution de ces fonctions, les médias doivent avoir une bonne maîtrise du secteur de la sécurité et des questions liées à la sécurité.

CAPACITES - COMPETENCES ET OUTILS DANS LE CONTRÔLE DEMOCRATIQUE DU SECTEUR DE LA SECURITE PAR LES MEDIAS EN CÔTE D'IVOIRE ?

La capacité et la compétence pour les médias résident selon nous dans la connaissance technique et opérationnelle du secteur de la sécurité. En sus, au regard du contexte et du domaine (sécurité) fortement conservateur et marqué par la confidentialité, le sentiment d'appartenance au secteur de la sécurité mérite d'être certain chez les autres acteurs surtout ayant un caractère civil, pour encourager toutes actions, à fortiori celles qui encadrent le contrôle démocratique.

« Considérez-vous les médias comme un acteur du secteur de la sécurité »

³⁴ C'est le contrôle exercé par les assemblées législatives. A cet effet, l'UA recommande aux États membres d'encourager et de soutenir leurs Assemblées législatives à superviser le travail du secteur de la sécurité en tenant l'Exécutif responsable et comptable des mandats, des rôles et des missions du secteur de la sécurité.

³⁵ C'est le contrôle opéré par des institutions telles que la Cour constitutionnelle, la Cour suprême, les parquets, les cours et les tribunaux en fonction du cadre légal et institutionnel national.

³⁶ Contrôle opéré par le pouvoir exécutif et les membres du Conseil des ministres et les autres fonctionnaires qui assistent le pouvoir exécutif dans l'accomplissement de ses fonctions visant à diriger le secteur de la sécurité, tel que prévu dans la Constitution et dans d'autres actes législatifs, en gardant à l'esprit la séparation des pouvoirs des différentes branches du gouvernement.

³⁷ Mc Luhan, M. (1964). Pour comprendre les médias. Paris : Mame/Seuil (1968 pour la traduction française). L'auteur considère les médias comme "Les prolongements technologiques de l'homme".

³⁸ Forces armées, Gendarmerie, police, services de renseignements, parquets, groupes d'auto-défenses, groupes armés non officiels, organismes d'aide juridique etc.

³⁹ Acteurs de la société civile, médias, institutions académiques, électeurs, citoyens, organismes des droits de l'homme etc.

⁴⁰ Le rôle de la société civile dans la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité - Augustin Loada et Ornella Moderan (DCAF un centre pour la sécurité, le développement et l'état de droit)

« Oui, on est des policiers mais qui agissent par écrits, parce qu'on est le pan entre la haute hiérarchie, institutions en charge de la sécurité et les populations. On fait des recherches sur les questions sécuritaires, on réunit les informations et les publie par écrit »⁴¹, c'est ce que nous a répondu K.K, journaliste. Monsieur Z.O, chef de média, a par contre une réponse différente : « Pas un acteur, peut être un partenaire, parce que je ne suis pas agent de police, j'accompagne les acteurs en tant que médias »⁴².

En remarque, le sentiment d'appartenance au secteur de la sécurité des médias nous paraît mitigé.

En effet, si certains médias se considèrent faisant partie du secteur de la sécurité en tant qu'acteurs, il n'en demeure pas plus quand il s'agit de leurs connaissances du secteur.

La RSS évoque les termes de « renforcer les capacités et les compétences » des médias pour le contrôle démocratique.

Cette idée conforte bien la pensée selon laquelle les médias doivent être normalement à mesure de maîtriser en termes de connaissances le secteur de la sécurité pour pouvoir assurer un bon contrôle.

3/9 réponses obtenues montrent le nombre de médias qui ont une connaissance basique sur les notions de sécurité⁴³.

6/9 n'avait jamais pris connaissance de la RSS qui est l'outil textuel qui leur donne plein pouvoir de contrôle du secteur de la sécurité.

Certains médias n'assument pas leur rôle de contrôle du secteur de la sécurité. C'est le cas notamment de monsieur L.D, journaliste qui affirme :

« Nous on ne peut pas contrôler le secteur de la sécurité, c'est l'Etat ou bien les forces de défenses qui peuvent contrôler, eux-mêmes ils ont leurs médias. »⁴⁴.

Si certains n'assument pas, d'autres n'ont même pas conscience de leur rôle de contrôle du secteur de la sécurité tel que prévu par la RSS.

Les journalistes et autres membres des médias devraient reconnaître dans un premier temps l'importance de renforcer leurs connaissances de manière générale en sécurité mais aussi en ce qui concerne leurs rôles dans la gouvernance du secteur de la sécurité⁴⁵.

Assurer le contrôle du secteur de la sécurité, ne rime pas qu'avec informer la population sur les faits de sécurité.

A l'instar de E. B⁴⁶, la majorité des enquêtés toute catégorie confondue pense que contrôler le secteur de la sécurité ce n'est que diffuser des informations sur la sécurité.

Le petit nombre qui pense le contraire va au-delà de ce rôle qu'on pourrait qualifier de primaire. Ils pensent à cet effet, que mener des investigations par exemple, susciter des débats sur les faits et les actions des institutions en charge de la sécurité, produire des articles pour attirer l'attention font partir aussi du rôle des médias dans le contrôle démocratique. N. Z⁴⁷ affirme notamment que :

« Pour les médias, contrôler c'est être à mesure de relayer tout ce qui se passe, toutes les violations des droits de l'homme, les violences, les manquements liées aux droits civils et politiques, aux droits socioéconomiques, mais aussi dénoncer tout ce qui est mauvaise gestion des structures étatiques qui interviennent dans le secteur ». K. K⁴⁸ semble partager ces propos car selon lui, « Contrôler c'est aussi faire des enquêtes approfondies sur les questions de sécurité par exemple le budget, et tout ce qui va avec ».

En analysant de près le Cadre d'orientation de l'Union Africaine sur la RSS⁴⁹, les médias font partie des organes de contrôle indépendants dans la gouvernance du secteur de la sécurité. Ils sont en mesure d'attirer l'attention générale sur des dysfonctionnements dans le secteur de la sécurité, et sur des problèmes liés aussi à la corruption, les intimidations et abus de pouvoir par certains membres des forces de défense et de sécurité, etc.

En effet, les problèmes liés à la gouvernance de la sécurité, lorsqu'ils sont relevés par les médias ou d'autres organes de contrôle, ils peuvent donner lieu à des questions orales ou écrites adressées par les parlementaires au ministère en charge de la sécurité.

L'investigation représente a priori l'outil principal de contrôle pour les médias

Sur cette question 8 médias enquêtés sur 9 ont affirmé recourir à l'investigation pour obtenir des informations sur la sécurité, c'est d'ailleurs l'outil principal d'un média pour obtenir des informations de tout genre.

⁴¹ Enquêté (catégorie 1)

⁴² Enquêté (catégorie 2)

⁴³ Il s'agit des connaissances techniques sur la sécurité telles que la définition des sigles RSS, CNS ; la composition du secteur de la sécurité et du CNS etc.

⁴⁴ Enquêté (catégorie 1)

⁴⁵ Cette idée est évoquée également par Roland Friedrich Nicolas Masson John McAndrew in Tool 2. The Media and Security Sector Governance.

⁴⁶ Enquêté (catégorie 2)

⁴⁷ Enquêté (catégorie 2)

⁴⁸ Enquêté (catégorie 2)

⁴⁹ Indique que « les composantes du secteur de la sécurité varient suivant le contexte de chaque pays. Mais de manière générale et dans le contexte africain, le secteur de la sécurité comprend les personnes, les groupes et les institutions qui sont responsables d'assurer les prestations, la gestion et le contrôle de la sécurité des personnes et de l'Etat. »

Au-delà, il y a aussi d'autres moyens auxquels ils ont recours pour obtenir les informations sur la sécurité. Par exemple par la police, la gendarmerie, les Organisations Non-Gouvernementales (ONG) qui ont des connections avec le secteur de la sécurité et aussi par « *le citoyen lambda, qui peut être victime d'une situation et qui nous remonte l'information* » a affirmé Z.O. il ajoute par la suite que les médias internationaux constituent aussi pour eux des sources d'informations. Toutefois ils ont toujours recours à des investigations pour se rassurer des informations reçues.

En effet, les résultats des investigations menées par les professionnels des médias constituent des preuves d'éventuelles anomalies du secteur de la sécurité. Dans plusieurs Pays de la CEDEAO à l'instar du Mali⁵⁰ et du Bénin⁵¹ des investigations ont permis de mettre en évidence preuve à l'appui, les problèmes d'intégrité au sein des agences de contrôle des frontières en particulier, et du secteur de la sécurité en général, sur l'agenda national. Lorsqu'elles reposent sur des éléments solides, de telles révélations peuvent mener à des sanctions disciplinaires, à l'ouverture d'informations judiciaires⁵².

Ainsi, il appert évident qu'une collaboration entre les acteurs du secteur de la sécurité est nécessaire.

Les médias nationaux ont plus ou moins une collaboration avec d'autres acteurs tels les forces de défense et de sécurité, le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) et les ONG en charge de défense ou de promotion des droits de l'homme. Même si la collaboration avec les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) ou les institutions en charge de la sécurité reste difficile, elle existe quand même⁵³. Elle est surtout moins difficile lorsqu'il s'agit des organismes des droits de l'homme. Cependant, quelques journalistes et médias arrivent à obtenir des institutions chargées de la sécurité, une meilleure collaboration comme c'est le cas de N.Z, qui estime à la fois qu'il faudrait faire attention dans ce cas afin de ne pas être obligé de « *s'autocensurer* ».

« *Un journaliste n'écrit pas tout, il ne publie pas tout* »⁵⁴.

A l'analyse de cette affirmation, on pourrait douter de l'objectivité et de l'efficacité du contrôle par les médias, si l'on doit concevoir qu'ils s'autocensurent parfois pour ne pas indexer directement ou toucher la sensibilité de certains responsables étatiques du secteur de la sécurité.

Puis, d'un autre côté, cela apparaît comme raisonnable car certaines informations publiées peuvent créer ou semer des paniques ou même des crises au niveau de la population.

C'est justement ce que nous fait remarquer un journaliste dans ses propos « *Tu peux avoir une information directement d'une source sûre⁵⁵ en disant par exemple les gens sont arrivés à kafolo⁵⁶ mais nos militaires ont manqué de vigilance, ils dormaient ! C'est vrai, mais n'écrit pas ça s'il te plaît. Parce qu'en écrivant ça aussi, ça veut dire que nos militaires ne sont pas bien formés parce qu'il doit avoir toujours une garde. Dans ce cas cette information même vérifiée, ne peut pas être publiée au risque de discréditer les services de sécurité auprès des populations* ».

Toutefois, la confiance n'exclut pas le contrôle. Comme l'a d'ailleurs reconnu N.Z, « *ce n'est pas parce que chaque matin je prends du thé avec le ministre que quand il finit de parler c'est nickel...* ». Il faut toujours prendre le temps de relativiser les informations reçues quel que soit la source et mener ses propres investigations.

L'INTERET DES MEDIAS POUR LES QUESTIONS LIEES A LA SECURITE

Le réseau professionnel de journalistes sur paix et la sécurité.

La constitution en réseau professionnel sur la thématique de la sécurité par les médias dénote a priori d'un certain intérêt qu'ils ont pour la sécurité. En Côte d'Ivoire, il existe le Réseau des Journalistes et Professionnels de la Communication pour la Paix et la Sécurité avec qui nous avons aussi travaillé dans le cadre de cette étude. Il est composé de journalistes de divers médias, ce qui facilite généralement leur collaboration et le partage d'informations sur les questions liées à la sécurité, nous l'a confié N.Z, journaliste membre du réseau. Il nous confie par ailleurs aussi qu'il existe un réseau des journalistes du ministère de la défense et de l'Etat-major auquel il appartient aussi.

En effet, pour mener à bien leurs missions de veille démocratique et d'alerte citoyenne sur les dysfonctionnements du secteur de la sécurité, les journalistes se regroupent parfois en réseaux professionnels axés sur les droits humains, la paix et la sécurité, ou encore la gouvernance de la sécurité.

⁵⁰ Gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest francophone : bilan et perspectives
Cas du Mali par Mahamadou Nimaga (p.138)

⁵¹ Gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest francophone : bilan et perspectives
Cas du Bénin par Théodore C. Loko (p.35)

⁵² Le rôle de la société civile dans la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité par Augustin Loada et Ornella Moderan

⁵³ Le rôle de la société civile dans la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité par Augustin Loada et Ornella Moderan

⁵⁴ N.Z, chef de média enquêté

⁵⁵ Ministre de la défense par exemple

⁵⁶ Ville au nord de la Côte d'Ivoire qui a déjà fait l'objet de deux attaques terroristes.

Toutefois, il ne s'agit pas de créer ces plateformes et les laisser pour compte. Pour être pleinement efficaces, les membres de tels réseaux doivent disposer de capacités réelles pour jouer leur partition dans le processus de RSS et démontrer un sens aigu du professionnalisme et une maîtrise adéquate du cadre légal et institutionnel existant. Ce qui n'est malheureusement pas le cas.

Activités (initiatives) ou réactivité des médias nationaux concernant les questions de sécurité dans la période de 2016 à 2020.

Revue de presse sur trois des faits majeurs de sécurité durant les 4 dernières années.

- **Attaque terroriste de Grand Bassam du 13 mars 2016**

C'est le 13 mars 2016 que la Côte d'Ivoire a connu sa première attaque terroriste. Des riverains et des touristes ont été pris pour cible sur l'une des plages de Grand Bassam.

L'on a pu constater que les médias étrangers tels France 24 ont été parmi les premiers à diffuser l'information de l'attaque. A cette période la RTI seul groupe public en possession de la télévision nationale n'a diffusé l'information que beaucoup plus tard soit 5 heures après l'attaque au flash info⁵⁷.

Par la suite, la RTI a consacré deux interviews au journal de 20 heures sur les événements.

En effet, le 13 mars au Journal Télévisé de 20 heures, c'est le ministre d'Etat, ministre de la sécurité et de l'intérieur qui informe la population sur le bilan des premières enquêtes⁵⁸.

« Il y'a eu anticipation, et la capacité de réaction de nos forces est liée à cette anticipation... ce qu'il faut retenir dans ce genre d'évènement c'est la capacité de réaction et elle est d'autant plus rapide qu'il y a eu une certaine anticipation... nos hommes ont été braves, ils ont agi avec professionnalisme et avec beaucoup d'efficacité »

telles ont été les réponses du ministre d'Etat, Ministre de l'intérieur et de la sécurité aux inquiétudes de Monsieur David Mobio journaliste, sur les capacités humaines et matérielles des forces de sécurité face à l'attaque terroriste.

Le lendemain 14 mars 2016, au journal de 20 heures, c'est Madame Marie Laure N'Goran, journaliste qui a abordé la question des poursuites judiciaires des terroristes arrêtés, des pistes d'arrestation d'autres suspects et de la quiétude des ivoiriens quant à la justice sur cette affaire. À cet effet, Monsieur Adou Richard, Procureur de la République près le Tribunal de première instance d'Abidjan est invité sur le plateau pour répondre à toutes ces interrogations⁵⁹.

Le 16 mars 2016, la RTI a suscité un débat autour du thème : la Côte d'Ivoire débout face au terrorisme⁶⁰

Le débat a réuni plusieurs acteurs du secteur de la sécurité à savoir : le ministère de l'intérieur et de la sécurité représenté par le directeur adjoint du cabinet du ministre, le Procureur adjoint de la République près le tribunal de première instance, un représentant religieux et un expert en sécurité et terrorisme. Les questions abordées étaient relatives aux mesures juridiques, gouvernementales et communautaires prises et en vue par les différents acteurs pour faire face au terrorisme en Côte d'Ivoire.

Un (1) an après l'attaque terroriste, on peut remarquer que certaines presses écrites et en ligne ont continué de suivre et de s'interroger sur l'évolution des mesures prises pour lutter contre le terrorisme en Côte d'Ivoire. En effet, on peut noter ce titre en manchette de la presse en ligne Linfodrome « Attaque terroriste de Grand-Bassam : 83 suspects déjà arrêtés » le journal Nord-Sud Quotidien s'intéresse plutôt à l'ante attaque avec ce titre « Avant l'attaque du 13 mars à Grand-Bassam : voici le parcours des terroristes », peut-on lire à la Une du journal. Et enfin quant à Fraternité Matin, il choisit de s'intéresser à l'objet de la rencontre de Grand-Bassam entre le chef de l'Etat et les victimes de l'attaque :

« Attaque terroriste de Grand-Bassam : un mois après, des chèques remis aux hôteliers ».

- **Focus sur les activités de la presse lors des mutineries de 2017.**

Pendant les mutineries en Côte d'Ivoire de 2017, nous avons observé les différentes activités et communication de plusieurs presses en ligne et écrite. Nous constatons que toutes les presses passées en revue⁶¹ n'ont fait que donner des informations sur le déroulé des mutineries et repris les déclarations et communiqués des responsables des institutions de la sécurité.

⁵⁷ (203) Le Flash de 18 Heures de RTI 1 du 13 Mars 2016 avec Marie Laure N'Goran - YouTube

(203) Le 20 Heures de RTI 1 du 13 Mars 2016 avec David Mobio - YouTube

⁵⁸ (205) Le 20 Heures de RTI 1 du 13 Mars 2016 avec David Mobio - YouTube

⁵⁹ (203) [Attaques de Bassam] Adou Richard (Procureur de la République) invité du JT de 20h de RTI1 - YouTube

⁶⁰ (205) Attaque de Grand-Bassam : Spéciale La Côte d'Ivoire débout face au terrorisme - YouTube

⁶¹ Mutineries en Côte d'Ivoire : Lider réclame une enquête parlementaire (ivoirematin.com)

Côte d'Ivoire : une série de mutineries depuis janvier - Abidjan.net
Nouvelle mutinerie en Côte d'Ivoire - AKODY NEWS COMMUNIQUE du Ministère de la Défense relatif aux événements de Bouaké - Bing video
Mutinerie en Côte d'Ivoire : Le rôle crucial joué par les religieux à Bouaké (linfodrome.com)

Aucune enquête n'a été faite pour élucider par exemple les causes de la survenance d'une seconde mutinerie, les sources exactes des fonds sortis pour satisfaire les mutins, les personnes extérieures impliquées dans l'affaire etc.

- Le rôle de la presse dans l'affaire « *corruption de la police nationale en 2019* »

Dans le mois de juin 2019, la presse en ligne 7info⁶² dénonce des comportements des policiers et gendarmes qui s'adonnent à la corruption.

Le 17 août 2019, la presse en ligne @bidj@n.net fait un point d'honneur sur les institutions publiques fortement impliquées dans la corruption selon la 10e étude du baromètre mondial de la corruption et interpelle en ce sens la police nationale arrivée en tête du classement⁶³.

En décembre 2019, deux policiers ont comparu devant le commissaire Ange Kessy pour des faits de corruption, source 7info⁶⁴.

- **La presse en émoi suite à l'attaque terroriste à Kafolo en juin 2020**

L'attaque djihadiste perpétrée dans la nuit du 9 au 10 juin à Kafolo n'a laissé aucune presse silencieuse, cet événement a fait la une de toutes les presses.

Et lors de nos entretiens avec les groupes cibles, nous nous sommes particulièrement intéressés à la communication des médias et à leurs démarches pour l'obtention d'informations sur cette attaque.

Nous avons pu constater dans l'ensemble que presque toutes les presses interrogées ont dans un premier temps communiqué à titre informationnel l'information de l'attaque grâce aux informations obtenues de leurs divers points focaux sur les lieux de l'attaque, puis certaines par la suite ont essayé de mener des investigations. C'est le cas notamment d'un média⁶⁵ qui a pu mener des investigations plus approfondies grâce aux forces de défense. Il explique en effet « *il y a le commandant supérieur de la gendarmerie qui devait se rendre sur les lieux, ils ont sollicité qu'on puisse les accompagner et là aussi on a pu profiter de leur convoi pour aller sur le terrain, faire le travail officiel qu'il y avait à faire mais essayer de recueillir des infos ici et là* ».

Au regard de ce qui précède, on peut constater que les médias ne s'intéressent aux questions de sécurité que lorsqu'il survient un fait ou méfait majeur ou qui fait le « *buzz* » de l'actualité. Il n'existe effectivement pas de mécanisme ou de cadre de veille permanente sur la gouvernance du secteur de la sécurité en général de sorte à pouvoir le contrôler efficacement. Ou du moins, ceux qui existent sont limités ou souvent inopérants.

DES DIFFICULTES COMMUNES AUX MEDIAS LIEES AU CONTRÔLE

Plusieurs obstacles peuvent entraver la capacité des médias à exercer un contrôle efficace. Il s'agit de la tradition du secret qui entoure le secteur de la sécurité et complique sa réglementation ou empêche d'informer le public sur ses politiques et activités.

« *Les gens du secteur de la sécurité ils aiment faire de la rétention* » ; « *il existe une difficile coopération entre les forces de sécurité et les médias. Les informations ne sont pas accessibles* » ce sont les propos recueillis auprès des journalistes interrogés sur la question de l'accès à l'information et de la collaboration entre les forces de sécurité et les médias.

Et ces obstacles sont communs à tous les médias, l'a-t-on remarqué durant toutes les interviews.

Les journalistes manquent souvent de formation spécifique sur la façon de la surveillance du secteur de la sécurité.

Le manque de confiance entre les médias et institutions chargées de sécurité bloque l'accès aux responsables politiques et les empêche d'influencer les politiques et les programmes de sécurité. A ces difficultés, il faut y ajouter la faiblesse réelle ou supposée de capacités des médias en termes de connaissances techniques et opérationnelles du secteur de la sécurité et de la sécurité en général. En sus, la faible prise de conscience de leur potentiel de contribution fait souvent obstacle à leur engagement dans des affaires liées au secteur de la sécurité comme on peut le constater dans les propos de L.D, journaliste « *Moi je ne peux pas dire que les médias font partir du secteur de la sécurité mais que la sécurité se sert des médias pour travailler, eux-mêmes ils ont leurs médias, l'armée a son média...* ».

⁶² EDITO / Apalo Touré et Youssouf Kouyaté face à la corruption / Par Adam's Régis SOUAGA | 7info

⁶³ Corruption en Côte d'Ivoire : La police et les services publics fortement épinglés, bon point dans les hôpitaux publics - Abidjan.net

⁶⁴ Deux policiers devant le commissaire Ange Kessy pour corruption | 7info

⁶⁵ Enquête (catégorie2)

⁶⁶ Agit comme un point focal

A ce sujet, le bureau d'informations et de presse de l'armée (BIPA) a pour mission principale la communication interne et externe des armées et promeut l'image de l'armée. Il travaille en étroite collaboration avec les « médias civils » mais principalement avec les médias publics à l'instar du groupe RTI.

Dans chaque média public, un « référent-défense »⁶⁶ assure la collaboration avec le service de presse de l'armée. Il ou elle n'est pas obligatoirement spécialiste des questions de défense.

« Lorsqu'ils publient une information qui vient de nous et qu'elle est mal formulée, on les appelle pour qu'ils modifient ou retirent leur article ou encore au plus haut degré, c'est de saisir l'agence de régulation.... Si ces informations proviennent d'autres sources par exemple, on produit un article pour démentir tout simplement. On ne peut pas leur demander de retirer leur article. C'est la liberté d'expression ». Nous l'a fait remarquer notre interlocuteur au service de la presse des armées.

En tout état de cause, cette collaboration peut être soit en faveur ou en défaveur du contrôle démocratique. La limite ou la priorité dans la collaboration avec les médias publics est susceptible de mettre en cause l'objectivité de leur analyse. Alors que si plusieurs médias publics comme privés jouissent de la possibilité d'une telle collaboration, selon notre sens, on pourrait avoir plusieurs analyses dont l'ensemble se rapprocherait le plus de l'aspect démocratique du contrôle. Aussi, qu'ils soient publics ou privés, certains médias manquent de transparence, car affiliés au pouvoir en place ou à certains hommes politiques influents comme nous l'a relevé O.M⁶⁷

RECOMMANDATIONS

- A l'État et aux institutions en charge de la prestation des services de sécurité
- Créer un cadre légal permanent de collaboration et de rencontres périodiques entre les acteurs chargés de la prestation, de la gouvernance, et du contrôle du secteur de la sécurité afin de susciter un rapport de confiance et d'estomper les préjugés et idées reçues ; instaurer par exemple un mécanisme de diffusion d'informations dites « sensibles », afin que celles-ci soient traitées de manière professionnelles par les médias.

- Soutenir les réseaux professionnels sur la sécurité et encourager la création de plusieurs autres ;
- Faciliter l'accès des journalistes aux informations sur les questions de sécurité et de défense, notamment sur les processus de réforme du secteur de sécurité ;
- Assurer, en toute circonstance, la garantie et la protection des journalistes et organes d'information dans leur mission de contrôle du secteur de la sécurité ;

Aux médias

- Assumer leur rôle de surveillance du secteur de la sécurité ;
- Créer des cadres de débats réguliers sur des questions pertinentes liées à la sécurité (budgets, logistiques, ressources humaines etc.) ;
- Soutenir et encourager les journalistes qui désirent se spécialiser sur les questions de sécurité-défense ;
- Opérationnaliser et dynamiser les réseaux de journalistes professionnels sur la sécurité.

A la FES

- Initier des formations spécifiques à l'endroit des médias sur la surveillance du secteur de la sécurité ;
- Accentuer l'intervention des journalistes sur les activités de sécurité en tant que modérateur.ice ou panélistes.

Conclusion

Les médias sont une réelle opportunité d'intéresser les politiques publiques aux réels besoins de sécurité de toute la population en leur donnant de la voix.

En jouant pleinement leur rôle de surveillance du secteur de la sécurité, ils se positionnent comme un acteur incontournable dans le contrôle démocratique. Ils ne doivent cependant pas être perçus comme des ennemis des pouvoirs publics ou des institutions en charge de la sécurité mais comme des partenaires dans la chaîne de gouvernance du secteur de la sécurité pour l'objectif commun, celle de réussir la RSS en Côte d'Ivoire.

⁶⁷ Enquête (catégorie 1)



Koffi Paul Auguste est un jeune étudiant inscrit en sciences politiques. Dans le cadre de son engagement associatif, il s'oriente vers les mécanismes d'alertes précoces et les droits humains. Toutes choses qui lui permettent de bénéficier de plusieurs certificats de formations. Ancien stagiaire à la fondation Friedrich-Ebert-Stiftung, il a pu, à cette suite mettre en application ses acquis par la réalisation de projets. Ces projets furent destinés à promouvoir les valeurs sociales, civiques, éducatives et politiques auprès du peuple ivoirien, en partenariat avec des chancelleries importantes pour le compte de la Friedrich-Ebert-Stiftung. Passionné par les mutations sociétales et les relations internationales, il prépare un master en affaires internationales et diplomatie en Côte d'Ivoire à l'institut universitaire d'Abidjan (IUA).

LES DETERMINANTS SOCIAUX DU VOTE CHEZ LES JEUNES EN CÔTE D'IVOIRE.

INTRODUCTION

À son indépendance en 1960, sous la houlette de son premier président Feu Félix Houphouët-Boigny, la Côte d'Ivoire choisit un régime de type parti unique à l'instar de nombreux pays sur le Continent. Les années 1990 sont marquées en Afrique par un renouveau démocratique. A la suite de la crise économique que connaissait le pays, réapparaît le multipartisme. De nouvelles formations politiques émergent et le système politique est reformé. Il est maintenant toléré l'expression publique de désaccords politiques. Consécutivement à cela, une dynamique d'élections se met en place. Les ivoiriens se donnent de nouvelles habitudes démocratiques avec la tenue d'élections présidentielles, législatives et municipales multipartites. Voter représente donc un nouveau droit que les citoyens ivoiriens doivent exercer. N'ayant véritablement jamais participé à un processus électoral, surtout concernant la génération née après les indépendances, c'était un nouvel enjeu.

En 1990 se tiennent les premières élections présidentielles organisées entre le parti au pouvoir depuis les indépendances en 1960- le PDCI-RDA et l'un des nouveaux partis politiques qu'est le FPI. Elles ont opposé Felix Houphouët-Boigny, qui l'emporta à 88% contre, Laurent Gbagbo avec 18. De nouveau en 1995, le PDCI remporte les élections de 96% avec Henri Konan BÉDIÉ à sa tête.

Les élections de 2000 sont marquées par une réforme constitutionnelle à la suite d'un coup d'État contre Henri Konan Bédié. Elles ont opposé le commanditaire le Gal. Robert Guéï, militaire qui plus tard créa l'UDPCI face à Laurent Gbagbo du FPI.

Deux grands partis en l'occurrence le PDCI et le RDR furent écartés. L'alternance se produit et c'est Laurent Gbagbo qui remporta ces élections avec 59,40%. Toutefois, aux élections municipales de 2000, contre toutes attentes, c'est le RDR qui remporta les municipales.

⁶⁸ Sociologie : Science qui vise à comprendre comment les sociétés fonctionnent et se transforment.

Aussi, aux législatives subséquentes, le FPI obtient-il la majorité des sièges de peu face au PDCI.

En 2010, les élections ont débouché sur une violente crise post-électorale. À son terme, Alassane Ouattara arrive au pouvoir. La coalition créée à cet effet lui a donné un avantage majeur. Ces élections de 2010 ont été l'occasion de voir se confronter les trois (03) principaux partis. Au regard de la cartographie électorale des résultats, le RDR obtient une majorité écrasante dans les zones du nord ethniquement proches d'Alassane Ouattara. Le PDCI quant à lui domine dans les zones du centre et du sud-est majoritairement Baoulés. Est-ce à dire que le vote en Côte d'Ivoire est tribal ? Cette impression s'en trouve fortement relativisée par les résultats de la majorité présidentielle (LMP) de Laurent Gbagbo qui obtient des majorités hors de ses bastions tribaux.

Les élections de 2015 reconduisent Alassane Ouattara au pouvoir. Elles sont marquées par un taux important d'abstention. Les législatives ont vu le RHDP l'emporter. Toutefois, à partir de 2017, la coalition au pouvoir éclate. Le PDCI prend ses distances du RHDP ainsi que Soro Guillaume devenu désormais ex président de l'assemblée nationale. Les municipales de 2018 donnent le RHDP vainqueur devant le PDCI. Les mouvements pro Soro se renforcent et celui-ci annonce même sa candidature pour 2020. Les élections présidentielles de 2020 s'annoncent donc très ouvertes. Un retour sur les différentes élections qui ont eu lieu en CI était nécessaire pour comprendre l'évolution du comportement électoral des ivoiriens. Lors des élections, il existe plusieurs facteurs ou déterminants qui expliquent le vote.

Il est donc opportun de vouloir recueillir un certain nombre d'informations à vocation anticipatives et prédictives. Une telle exigence reste conditionnée par la maîtrise, la connaissance des facteurs déterminant le vote en Côte d'Ivoire.

Selon le ROBERT, Dictionnaire de la langue française le mot « *Déterminant* » peut être défini comme suit : « *adjectif* » qui détermine, qui décide d'une chose ou d'une action. Le mot « *société* », mot de même famille que « *sociologie* » désigne ce qui se rapporte à la structure, à l'organisation ou au fonctionnement de la société. Le mot « *vote* » quant à lui signifie « *vœu, prière* ». Il s'assimile à une opération par laquelle les membres d'un corps politique donnent leur avis sur une décision à prendre par consultation, élection ou scrutin.

Démarche méthodologique

Intérêt

L'intérêt de cette réflexion est d'apporter une modeste contribution à la sociologie électorale ivoirienne. En effet, Il s'agit de comprendre ce que représente le vote chez les jeunes, comment cerner le choix de vote des électeurs pour le renforcement des principes démocratiques, pour une meilleure gouvernance électorale et pour la consolidation de la réconciliation nationale.

Nous estimons important de réfléchir aux voies et moyens qui permettraient de moraliser le jeu politique. Mais aussi, de comprendre le comportement électoral des jeunes, pourquoi votent-ils ou pas, qu'est-ce qui fait leur vote, que représente le vote pour les jeunes. D'où la nécessité de cette étude sur les déterminants sociaux du vote chez les jeunes en Côte d'Ivoire conformément aux objectifs de la Friedrich-Ebert-Stiftung.

Problématique

Les variables explicatives de vote en Côte d'Ivoire sont la résultante de facteurs tout à la fois structurels et conjoncturels. Alors, quelles sont les variables explicatives des choix de vote en Côte d'Ivoire ?

En quoi les facteurs structurels expliquent les choix de vote en Côte d'Ivoire ?

En quoi les facteurs conjoncturels déterminent le vote en Côte d'Ivoire ?

Méthodologie

Nous avons choisi une approche empirique et analytique. Les enquêtes auprès de la population ont occupé une place importante pour mener notre étude. La confection d'un questionnaire via la technique de l'échantillonnage par cota a été réalisé. Ce sont 25 femmes et 25 hommes âgés de 18-35 ans originaires des villes d'Abidjan, Aboisso, Yamoussoukro, Touba et Soubré qui ont pu être questionnés. L'organisation d'un focus group pour trouver nos hypothèses et des interviews avec des acteurs politiques ivoiriens ont aussi été menés. L'analyse de ces interviews et la recherche documentaire (journaux, publications, littérature secondaire) ont permis de vérifier nos hypothèses.

Nous avons compris que :

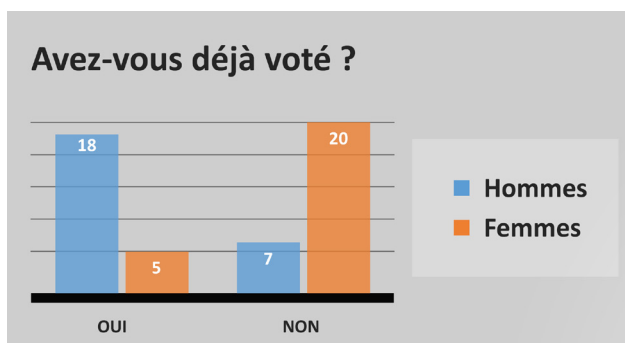
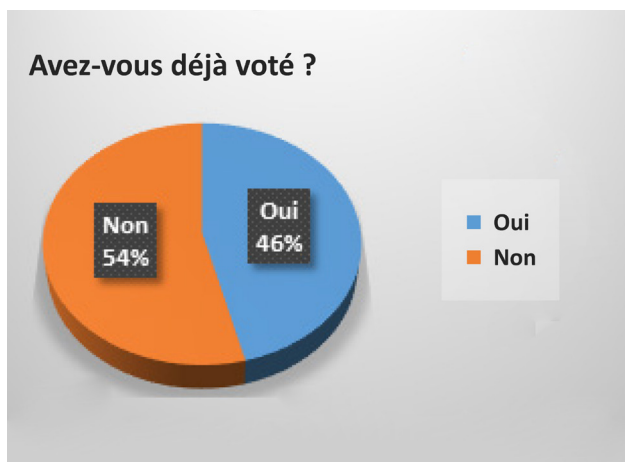
Les facteurs structurels expliquent les choix de vote en Côte d'Ivoire en ce sens que l'identification partisane, le tribalisme et les variables démographiques sont des facteurs de vote en Côte d'Ivoire.

Les facteurs conjoncturels expliquent les choix de vote en Côte d'Ivoire dans la mesure où l'achat de conscience, le contexte socioéconomique, l'influence des médias et l'offre politique déterminent les choix de vote des jeunes ivoiriens.

Afin de mener nos réflexions, cette étude se scindera en deux parties. Dans un premier temps, nous analyserons des facteurs structurels du vote en Côte d'Ivoire. Dans un second temps, nous analyserons les facteurs conjoncturels du vote des jeunes ivoiriens.

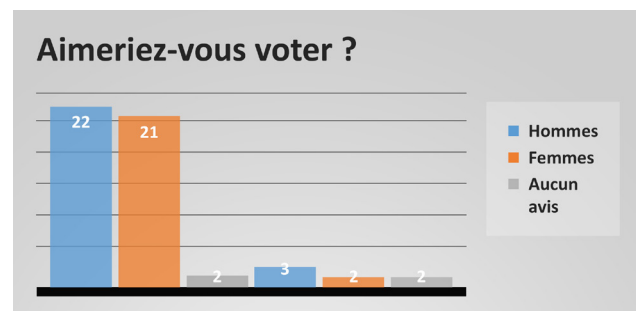
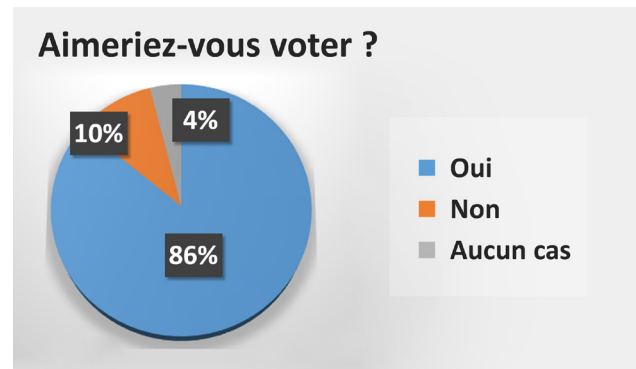
FACTEURS STRUCTURELS COMME DETERMINANTS DU VOTE EN COTE D'IVOIRE

Avant de mener nos réflexions, il nous a paru opportun d'estimer la volonté des interrogés à participer à la chose politique par le vote. Aux questions de savoir : Avez-vous déjà voté ? Aimeriez-vous voter ? Les secteurs et histogrammes ci-après illustrent les réponses de nos interrogés :



Par contre, il semblerait que le taux de participation aux scrutins à venir connaîtra une hausse notamment au niveau de la participation féminine.

Les facteurs structurels sont des données démographiques renvoyant à l'âge, au sexe, lieu de résidence ou encore à la culture. Ces facteurs nous permettent de tester nos hypothèses dans le sens où nous voulons percevoir l'impact des traditions sur les choix de vote des ivoiriens et l'influence de l'âge et du sexe.



Le vote : un choix politique guidé par l'ethnie

En Côte d'Ivoire il existe une mosaïque culturelle et les partis politiques ont chacun leurs bases électorales, selon l'origine ethnique des premiers responsables des partis⁶⁹. Ce qui signifie qu'un électeur face à une situation d'incertitude sera placé en face d'un acte de foi. Pour récupérer la sécurité que cette période d'incertitude en période de vote entame, il choisira de renforcer les liens de solidarité qui l'unissent à son groupe d'appartenance⁷⁰. Cet aspect est connu consécutivement, l'un de nos interviewés nous confia avoir été victime d'un rattrapage ethnique : « On m'a refusé un poste Parce-que je n'étais pas de la même ethnique que le patron. Le poste a été donné à quelqu'un de sa région ». C'est d'ailleurs cet aspect qui a motivé son engagement politique.

⁶⁹ Alain Macé, « Quantin, Patrick (dir.) — Voter en Afrique. Comparaisons et différenciations. Paris, L'Harmattan, 2004, 360 p. », Cahiers d'études africaines [En ligne], 178 | 2005, mis en ligne le 30 juin 2005, consulté le 18 juin 2019. URL: <http://journals.openedition.org/etudesafricaines/5494>. Paragraphe 7

⁷⁰ Lire les résultats des travaux de PARSONS (T), « Voting and the Equilibrium of the American Political System » dans: Sociological theory and modern society. New York, the free press, 1967, PP 223-263

⁷¹ Les tenants du « vote de solidarité » considèrent que le choix de vote dépend des caractéristiques sociologiques du groupe social auquel l'on appartient. Ce serait les sentiments de solidarité et non le calcul rationnel d'un électeur qui conditionne le vote. Dans cette configuration le choix exprimé lors d'un scrutin a pour fonction de renforcer les liens de solidarités anciennes.

⁷² Voir aussi Menthong, (H.L), « Vote et communautarisme au Cameroun », Politique africaine. Voir aussi les affiches de campagnes de certains candidats I.E : Adolph Blé Késsé, l'enfant de Biankouma

⁷³ Interview homme politique de LIDER

⁷⁴ Interview femme politique FPI

Dans le même sens, un autre acteur politique interviewé qui nous relate avoir perdu aux élections car n'étant pas du même groupe ethnique de la circonscription cible⁷⁴. De ces propos, le régionalisme semble bien être un facteur déterminant du vote.

La majorité de nos interrogés n'ont jamais pris part à des scrutins électoraux. 75% de ceux-ci sont des femmes. Il semblerait donc que les femmes furent moins enclines à participer au jeu électoral.

sous le vocable de « vote de solidarité »⁷¹. En côte d'ivoire, le choix des électeurs se porte très souvent sur les compétiteurs avec lesquels ils partagent des affinités ethniques et régionales⁷². Une personne vote politiquement comme elle est socialement. (P. F. Lazarsfeld 1944).

Toutefois, l'enquête a révélé que vingt-sept (27) jeunes sur cinquante (50) n'auraient pas ces considérations d'ordre régionales et que leur décision de vote relèverait de facteurs autres que ceux-ci. La majorité n'ayant pas voté tribal n'exclut pas les 24% de jeunes qui préfèrent renforcer les liens de solidarité qui les unissent à leur groupe d'appartenance ni des 22% qui se sont abstenus de répondre à la question mais qui peuvent avoir des aspects additifs avant de se prononcer.



Tableau 1 : Qu'est-ce qui vous ferait voter un candidat ? Il est de ma région, il connaît nos réalités.

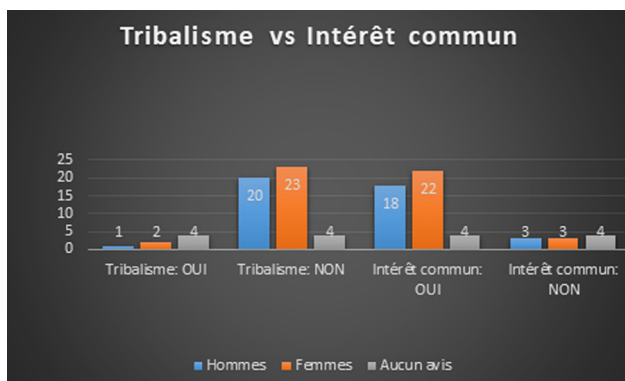
	Pour %	Contre %	Aucun avis %	Ensemble %	Effectif total
Hommes	13	26	10	48	25
Femmes	12	28	12	52	25
	24	54	22	100	50

↑ Proportions d'opinions du « Pour » ou « contre » en % de choix de vote de la proximité ethnico régionale chez les jeunes de 18-35 ans.

Alors, à la question de savoir : Qui prioriseriez-vous de ces candidats ?

A- Je suis l'enfant de la région, je vous connais, votez pour moi !

B- Je ne suis pas de la région, mais défendons l'intérêt commun !



L'histogramme ci-dessous montre que les interviewés ont répondu en choisissant le candidat B qui propose la défense des intérêts communs. Ici, c'est la défense de l'intérêt commun qui primerait sur l'appartenance ethnique. Si le tribalisme n'est pas le facteur principal de choix de vote, il n'en est pas moins déterminant. Le choix de vote résulterait sans doute d'autres facteurs surclassant le groupe d'appartenance comme l'identification partisane.

L'identification partisane comme facteur explicatif du vote en Côte d'Ivoire.

Paradigme sociologique explicatif du comportement des électeurs et développé par des chercheurs de l'université du Michigan, l'identification partisane est selon Nonna Mayer politologue française : « un attachement affectif durable à un des deux grands partis qui structurent la vie politique américaine, transmis par les parents, renforcé par le milieu social et professionnel ». Bien que développé sur une base sociologique américaine, il trouve des points de convergence à la sociologie électorale ivoirienne. La sociologie électorale ivoirienne montre que les leaders, pères des indépendances sont perçus comme des héros aux yeux des citoyens et leurs progénitures en sont même bénéficiaires.

C'est le cas du PDCI-RDA. En effet, les générations de 1960 à 1999, partant de la décolonisation au miracle économique ivoirien, ont pu bénéficier des politiques d'État providence du PDCI-RDA. En reconnaissance des actions et combats menés, certains électeurs privilégient la formation politique ou des cadres issus de ce parti dans les choix électoraux. Ce phénomène est valable pour la plupart des partis politiques ivoiriens.

Certains partis ou personnalités politiques bénéficient de ce facteur d'historicité, c'est aussi le cas du FPI. Considéré pour beaucoup comme le père de la démocratie en Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo fut le principal opposant du président Houphouët-Boigny. Il propose une alternative à la gouvernance du PDCI-RDA qui suscite beaucoup de réactions positives chez la jeunesse des années 1990.

Aussi, Alassane Ouattara ancien haut cadre d'institutions internationales et tout premier chef d'un gouvernement ivoirien s'inscrit dans la même dynamique tout comme Guillaume Soro, chef de file de nombreux mouvements de soutiens.

Ce dernier fut le porte-parole de la rébellion armée de 2002 à 2011 et a occupé de nombreux postes de responsabilité au sein de l'État. Ce passé lui vaut la sympathie d'une part non négligeable de la population.

52% des jeunes interrogés donnent une prévalence au parcours, à l'histoire et aux faits marquants des partis ou candidats. 66% ne comptent pas que sur la personnalité d'un candidat ou l'histoire d'un parti pour faire leur choix de vote. 60% d'entre eux privilégieraient le programme de développement à celui de la personnalité du candidat ou à un fait historique autour de sa personne ou de son parti. Ainsi, les faits marquants ne suffiraient pas à expliquer les choix de vote. Néanmoins ils demeurent un élément déterminant qui pourraient s'accompagner d'autres comme le sexe ou l'âge.

Les variables démographiques comme facteurs explicatifs du vote

Dans Age et politique (1991), Annick Percheron fait la remarque que la jeunesse amplifie les tendances électorales qui se manifestent dans une conjoncture donnée. Contrairement à ce que l'on croit souvent, la jeunesse n'est pas naturellement progressiste. Il peut toutefois se produire un effet de génération lorsqu'une classe d'âge, marquée par des événements marquants doit voter pour la première fois (crise militaro politique de 2002 et 2011).

Dans le cadre de notre étude, nous avons tenté de percevoir l'influence des variables démographiques dans les choix électoraux des jeunes. Les interrogés ont été questionnés sur ce fait : qui prioriseriez-vous entre candidats de sexe et d'âge différents ?

↓ *Tableau 2.2 :*

Qui prioriseriez-vous de ces candidats ? :

B- Je suis KOULIBALY, j'ai 30 ans, je mets mon énergie a votre service !

	Pour %	Contre %	Aucun avis %	Ensemble %	Effectif total
Hommes	18	06	12	36	25
Femmes	22	42	00	64	25
	40	48	12	100	50

Proportions d'opinions de vote en % de choix de vote en faveur du candidat (B) chez les jeunes de 18-35 ans (variable âge).

Aussi, relativement au sexe, ils sont au total 54% qui accorderaient leurs voix au candidat A. Toutefois la perception des hommes reste tout aussi difficile puisque 70% d'entre eux estiment qu'ils n'auraient pas accordés non plus leurs suffrages au candidat B et ne sont que 10% à l'accorder au candidat A. Leurs choix de vote tenant compte du sexe et de l'âge du candidat est ambigu.

En revanche chez les femmes, 44% d'entre elles accorderaient leurs voix au candidat A. cela signifie que les femmes de 18-35 ans sont déterminées par des facteurs féminins et privilégieraient des candidats de sexe féminin et d'âge mature. Ceci pourrait se comprendre par le faible taux de représentation sur la scène politique ivoirienne de femmes bien que présentes depuis longtemps sur cette scène. Mais Aujourd'hui, selon la loi, elles devraient représenter 30% du nombre total des candidats présentés pour les scrutins relatifs à l'élection des députés, des sénateurs, des conseillers régionaux, des conseillers de district et des conseillers municipaux .

⁷⁵ Sociologie : Science qui vise à comprendre comment les sociétés fonctionnent et se transforment.

↓ Tableau 3.1 :

Qui prioriseriez-vous de ces candidats ? :

A- Je suis Mme KOUAME, voilà ce que je propose en tant qu'une FEMME !

A- Je suis KOULIBALY, j'ai 72 ans, je vous propose mon expérience !

B- Je suis KOULIBALY, j'ai 30 ans, je mets mon énergie à votre service !

	Pour %	Contre %	Aucun avis %	Ensemble %	Effectif total
Hommes	10	14	12	36	25
Femmes	44	20	00	64	50
	54	34	12	100	

Proportions d'opinions de vote du « Pour » ou « contre » en % de choix de vote en faveur du candidat (A) chez les jeunes de 18-35 ans (variable sexe).

↓ Tableau 3 :

Qui prioriseriez-vous de ces candidats ? Je suis Mr KOUAME, votez parce que je suis un HOMME !

	Pour %	Contre %	Aucun avis %	Ensemble %	Effectif total
Hommes	10	14	12	36	25
Femmes	08	56	00	64	50
	18	70	12	100	

Proportions d'opinions de vote du « Pour » ou « contre » en % de choix de vote en faveur du candidat (B) chez les jeunes de 18-35 ans (variable âge).

De ces analyses, il en ressort que l'électeur ivoirien est déterminé par des variables structurelles. Bien qu'ayant des influences sur le choix des électeurs, les variables inhérentes au structuralisme n'expliquent qu'en partie les choix des électeurs. Ils laissent assez de flou dans la perception qu'ont par exemple des hommes sur l'âge ou le sexe des candidats. En revanche, il semblerait conclure que l'identification partisane n'est pas à négliger dans les choix de vote et que les femmes sont déterminées par une solidarité féminine. Toutefois les éléments sus cités ne peuvent pas permettre de dire quels sont les orientations de vote des jeunes. A ceux-là, les facteurs conjoncturels pourraient influencer en ajout les choix de vote des jeunes ivoiriens.

L'ANALYSE CONJONCTURELLE : DÉTERMINANT RATIONNEL DU CHOIX DE VOTE EN CÔTE D'IVOIRE.

L'achat de conscience comme déterminant du vote

L'achat de conscience est l'action par laquelle l'on achète la morale d'un individu en faisant fi des valeurs. Ce sont des propositions faites monnayant des actions en retour de la part du corrompu, actions qu'il n'aurait sans doute pas commises sans cette offre. A la vérité, l'achat de conscience peut revêtir diverses apparences. C'est un mal qui relève de la corruption et qui a un impact sur la sociologie électorale ivoirienne. De manière générale, c'est toujours à l'approche des élections que des dons et vivres sont offerts aux populations les plus vulnérables dans un pays ou la moitié vit sous le seuil de pauvreté⁷⁶.

La réalisation de projets de développements à la hâte à l'approche d'élections est courante. Les propos du ministre Kandia Camara lors des campagnes municipales de 2018 en sont une illustration : *[Pendant la période électorale chacun va venir vous dire que, si vous voter pour moi je vais faire construire des routes et des écoles... vous devez poser une seule question à la personne qui vous demande : « Tout ce que tu veux faire là c'est bien mais, est ce que tu connais le premier ministre Amadou Gon Coulibaly ? ... est-ce que tu peux rencontrer le président Alassane Ouattara ? ... s'il ne répond pas ne l'écoutez plus... même le budget du maire c'est le gouvernement qui lui donne. »]*⁷⁷. Le lien entre celui-ci et la transhumance politique se crée. Des réflexions sur le champ camerounais sensiblement pareil au cas ivoirien enrichissent la thèse.

De nombreuses réflexions ont étayé cet aspect de choix individualiste et utilitariste chez l'électeur africain notamment chez L.Sindjoun, quand il note qu'au Cameroun : *« Les élections sont (...) des moments de promesses d'avantages matérielles ou immatérielles de réalisations d'infrastructures routières, sanitaires, éducatives... par ou grâce à l'État »*⁷⁸.

C'est le témoignage que nous a rendu la candidate du FPI qui affirme que : *« le pouvoir actuel a promis des salaires aux chefs traditionnels qui, de ce fait (ces chefs traditionnels) siègent devant les bureaux de vote et incitent leurs populations à voter pour untel une telle candidat/e. »*

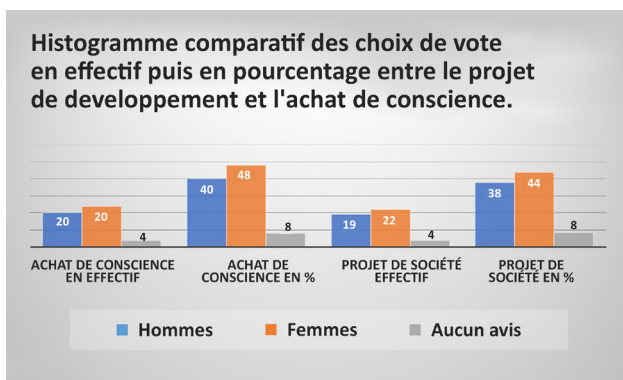
⁷⁶ Les dons de Soro Guillaume

⁷⁷ Vu sur la vidéo YouTube. « Propos du Ministre de l'Education National Kandia Camara ». (9 Octobre 2018).

⁷⁸ SINDJOUN (L), « le paradigme de la compétition électorale dans la vie politique » PP320

En revanche, 79% des interrogés estiment qu'ils ne voteraient pas un candidat qui fait des dons en vivres et non vivres à l'approche des élections contre 11% qui l'accepteraient. 82% d'entre eux estiment qu'ils ne voteraient pas un candidat proche du pouvoir en place juste pour cet aspect.

Percevons les échanges avec le groupe de discussion : « Oorrh c'est fini ça...maintenant celui qui donne son argent on prend mais ce n'est pas sûr que ce sera lui qu'on votera. On va voter celui ou celle qui avant d'être candidat se préoccupait de nous, qui a posé des actions pour le développement de notre région. Aujourd'hui ce qui nous intéresse est plutôt c'est ce qu'ils ont Il en résulte de cette confrontation entre ces candidats un taux d'abstention de 10%. Toutefois, ce sont 88% des interrogés qui prétendraient ne pas voter pour le candidat A. À contrario, 82 % des interrogés privilégieraient le programme de société du candidat B.



Cet histogramme comparatif traduit les opinions exprimées contre l'achat de conscience et pour le projet de développement.

Le contexte socioéconomique comme déterminant du vote

Il s'agit de la situation économique et politique qui prévaut, au bilan de l'équipe sortante ou encore au type d'élection. L'aspiration à un changement de situation sur tous les plans a toujours constitué un vecteur déterminant dans la définition de l'attitude des électeurs. Logiquement, les possibilités de changements de la scène politique sont tributaires de la volonté des choix des populations.

Lors des élections, les préoccupations des électeurs changent. Une conjoncture économique comme celle vécue par la Côte d'Ivoire dans les années 1980 qui a conduit à des remous sociaux dus aux Programmes d'Ajustements Structurels (PAS) et plus tard politiquement au multipartisme, peut pousser les acteurs politiques à redéfinir leurs actions en fonctions des aspirations populaires.

Aussi, après le putsch du 24 Décembre 1999 qui a occasionné l'arrivée au pouvoir de la junte militaire autoritaire, les populations aux élections d'Octobre 2000 ont manifesté à travers les urnes leur volonté de se faire diriger par un pouvoir civil et de voir l'aboutissement du processus de démocratisation. Enfin, les élections d'Octobre 2010 ont constitué pour les ivoiriens un moyen de sortie définitive de la crise du 19 Novembre 2002, par le choix d'un nouveau régime.

L'abstention pourrait s'analyser comme le comportement stratégique d'un électeur plus sensible aux enjeux du scrutin comme la pérennisation d'un climat de paix après une longue crise. Les élections de 2015 peuvent faire cas de référence.

Un fort taux d'interrogés semblerait sanctionner l'équipe sortante. Ils sont 72% à privilégier un candidat qui vient changer une situation socio politique ou économique. Il s'agirait soit d'une attitude de changement ou de sanction.

↓ Tableau 4 :

Qu'est-ce qui vous ferait voter un candidat ? :
 // Elle vient changer une situation socio politique ou économique !

	Pour %	Contre %	Aucun avis %	Ensemble %	Effectif total
Hommes	24	08	04	36	
Femmes	48	12	04	64	
	72	20	08	100	

Proportions d'opinions de vote du «Pour» ou «contre» en % de choix de vote en faveur du candidat vient changer une situation socio politique ou économique.

Les médias comme déterminants du vote

L'un des paramètres non négligeables dans l'analyse du comportement électoral en Côte d'Ivoire est la force des médias. Le contrôle des canaux de communication permet de vulgariser ses idées politiques.

En Côte d'Ivoire, la neutralité politique des organes de presse, des chaînes de télé et de radios n'est pas de mise. Ceux-ci se substituent en des organes de communication des partis politiques et constituent ainsi leurs ailes marchandes. Les chaînes nationales publiques et certains médias sont généralement mobilisés en faveur du parti au pouvoir et sur la durée du mandat présidentiel.

De ce fait, les politiques utilisent les réseaux sociaux pour faire passer leurs messages et programmes politiques. Selon Cayrol Roland, politologue : *« internet permet de donner rendez-vous à beaucoup de monde rapidement. Il permet d'informer les plus jeunes qui ne lisent pas ou peu la presse papier. Il ouvre des forums de débats permanents. »*

Toutefois, plusieurs travaux de sociologie électorale montrent que les médias ont des effets limités sur l'opinion des individus, car les individus sélectionnent les messages qu'ils écoutent en fonction de leurs opinions politiques.

Pour illustrer, 74% des questionnés n'accordent pas d'importance au matraquage médiatique autour de la personne d'un candidat. Seulement 8% y accorderaient de l'importance. Bien que très utilisés en Côte d'Ivoire il semblerait que les réseaux sociaux et les journaux ne déterminent pas considérablement les choix de vote des jeunes ivoiriens.

L'offre politique comme déterminant du vote

Par offre politique il faut entendre les programmes des partis et des candidats, la communication programmatique, les discours, meetings et campagnes. L'électeur qui se base sur les offres électorales choisit l'offre qui lui convient.

Son vote n'étant pas lié par les déterminants de l'identification partisane ou des apparences socioculturelles, il envisagera l'ensemble de l'offre politique avant de se prononcer en faveur du candidat dont les positions lui semblent proches des siennes. Il s'agit donc d'un électeur rationnel qui tient compte du projet de société que propose chaque parti.

Le projet de société n'est pas un terme nouveau dans le jargon politique ivoirien. Tous les grands partis en possèdent. Le Front Populaire Ivoirien (FPI) a mis en place un concept assez innovant en Côte d'Ivoire dans les années 90. En effet, Son premier programme a été publié en 1987 sous le titre de *« Propositions pour gouverner la Côte d'Ivoire »*, et en 2000 le second sous le titre de *« Gouverner autrement »*. C'est ce dernier qui a servi de base à la campagne électorale victorieuse de cette année.

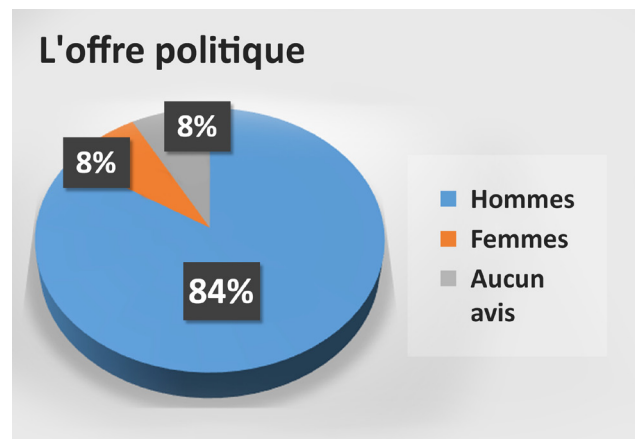
Le parti propose le choix du socialisme démocratique contre le libéralisme autoritaire et l'économie sociale de marché, contre l'économie dirigée sous le PDCI-RDA.

Le PDCI-RDA quant à lui, par l'intermédiaire de son président Henri Konan BÉDIÉ a à l'aube des élections présidentielles de 2010, publié son programme de gouvernement baptisé *« L'Éléphant d'Afrique »*. Ce programme identifie selon la vision du parti les mesures et actions à court moyen et long terme, fondées sur des stratégies appropriées pour le « progrès pour tous et le bonheur pour chacun ».

De même pour le RDR d'Alassane Ouattara, candidat vainqueur des élections présidentielles de 2010 avec son programme de gouvernement baptisé *« Vivre ensemble »*.

D'autres partis en Côte d'Ivoire possèdent des projets de société. C'est le cas de Liberté et Démocratie pour la République (LIDER) de Mamadou Koulibaly ou encore du Parti Ivoirien des Travailleurs (PIT) longtemps présidé par Francis Wodié .

Qu'est-ce qui vous ferait voter un candidat ?



Qui prioriseriez-vous de ces candidats ?

A- Tiens voilà un peu d'argent pour toi, vote pour moi !

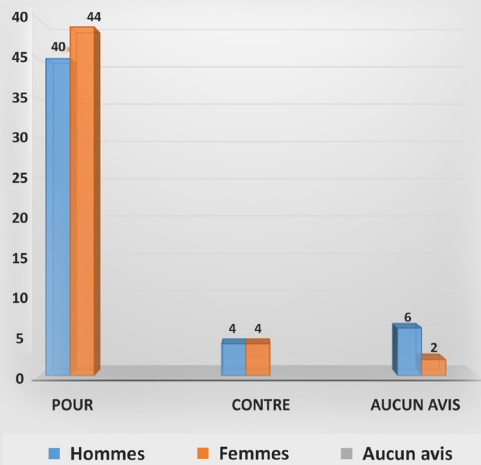
B- Tiens mon programme, lis-le et vote pour moi !

⁷⁹ Voir les travaux de Héloïse Lhéreté, « L'énigme du vote », sciences humaines, n 236, Avril 2012.

⁸⁰ Mamadou Koulibaly, né le 21 avril 1957 à Azaguié-Gare, est un homme politique, économiste et enseignant-chercheur ivoirien

⁸¹ Francis Wodié, né le 25 février 1936 à Abidjan, est un homme politique ivoirien.

Pour ou contre le projet de société en %



↓ Tableau 5 :
Qu'est-ce qui vous ferait voter un candidat ?
Son Programme.

	Pour %	Contre %	Aucun avis %	Ensemble %	Effectif total
Hommes	40	04	06	50	25
Femmes	44	04	02	20	25
	84	08	08	100	50

Proportions d'opinions de vote du «*Pour*» ou «*contre*» en % de choix de vote en faveur du candidat vient changer une situation socio politique ou économique.

Il résulte de cette confrontation entre ces candidats un taux d'abstention de 10%. Toutefois, ce sont 88% des interrogés qui prétendraient ne pas voter pour le candidat A. À contrario, 82 % des interrogés privilégieraient le programme de société du candidat B.

CONCLUSION

Somme toute, les variables explicatives du vote en Côte d'Ivoire sont la résultante de facteurs tout à la fois structurels et conjoncturels. Nous retenons que l'électeur ivoirien est un électeur rationnel, stratège, moins déterminé par ses appartenances sociales ou ses affiliations partisans, mais plus par le souci de sanctionner une équipe sortante ou de choisir l'offre électorale qui lui convient. C'est dire que la Côte d'Ivoire s'est irrévérablement engagée dans un processus de démocratisation électorale dont les enjeux prochains seront relatifs aux offres politiques des candidats.

De telles initiatives de réflexion sur des sujets tout aussi importants sont à encourager afin de garantir un climat de paix et de recueillir un certain nombre d'informations à vocation anticipatives et prédictives pour le renforcement des principes démocratiques, pour une meilleure gouvernance électorale et pour la consolidation de la réconciliation nationale.



Je me nomme **Charles Emmanuel KOUADIO**. Je suis ivoirien, diplômé en Science Politique et Président du Club des Jeunes Africains Optimistes.

En tant qu'activiste, je milite pour une Afrique autonome, responsable et solidaire avec comme philosophie l'optimisme.

En tant que jeune chercheur, je me suis très vite passionné pour la sociologie politique. Ainsi, à l'occasion de mon stage au sein de la Fondation Friedrich Ebert en 2020, J'ai mené une étude sur les fondements de la culture politique des jeunes en Côte d'Ivoire. J'ai essayé d'établir les diverses influences de cette culture politique et j'ai proposé un cadre théorique afin de l'appréhender.

Enfin, je suis Alumni du programme 2020 de formation en leadership politique de la fondation Friedrich Ebert intitulée Génération À venir.

LES DÉTERMINANTS DE LA CULTURE POLITIQUE DES JEUNES EN CÔTE D'IVOIRE.

Introduction

La Culture Politique d'une société donnée s'identifie généralement grâce à un système de normes, de valeurs et de représentations qui structurent les attitudes et les comportements politiques des membres de cette société.

Généralement, elle se matérialise par l'attitude des citoyens, à l'égard des structures et du processus politique. Le citoyen, est considéré comme un acteur politique clé à part entière car son action et sa participation peuvent influencer le gouvernement.

Cela peut être, dans une dynamique de mobilisation collective ou de protestation au niveau local ou encore national. Toutefois, selon les types de culture politique, l'engagement des citoyens concourt à renforcer l'exercice démocratique et pacifier les interactions entre gouvernants et gouvernés.

La participation politique ne se résume donc plus à la simple participation à des élections donc au vote, mais au rôle assumé que jouent les citoyens dans le système politique.

En Côte d'Ivoire, l'échiquier politique est polarisé depuis près de 3 décennies, par trois partis politiques à savoir, le PDCI, le FPI, et le RDR.

La conscience politique des ivoiriens et des jeunes en particulier a été façonnée par ces trois partis politiques et plus spécifiquement par leurs leaders respectifs.

Par ailleurs, il est important de rappeler que, le système politique ivoirien a d'abord été un monopartisme entre 1960 et 1990 exercé par le PDCI sous Felix Houphouët Boigny.

En ce temps, la sphère politique était fermée et tous les citoyens réfléchissaient sous le même son de cloche c'est-à-dire, celui du père fondateur et de ses idéaux.

La jeunesse de cette époque a subi une socialisation politique, fortement marquée par l'appartenance au PDCI et la soumission au pouvoir politique sans contestation.

Les valeurs traditionnelles et de conservatisme avaient imprimé leur marque dans la culture politique. La tolérance, la paix et le dialogue étaient érigé en norme. La transmission des savoirs politiques et des valeurs

aux jeunes se faisaient par le MEECI (Le Mouvement des Elèves et Etudiants de Cote d'Ivoire).

Ce syndicat qui est une émanation du parti au pouvoir, s'occupait d'imprégner la pensée unique et l'houphouétisme au sein des élèves et étudiants. Il jouait donc un rôle de socialisation politique secondaire après la famille.

En revanche, Avec l'avènement du multipartisme à partir de 1990, et la mort du père fondateur en 1993, un autre syndicat fait surface, pour réclamer de meilleures conditions d'études et de travail pour les jeunes. C'est la FESCI, (Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire).

Ce syndicat proche du FPI appuie les différentes revendications des jeunes et vient contrebalancer l'influence du MEECI qui sera finalement dissout.

A priori, de gauche, la FESCI fera également un travail de dissémination idéologique, au sein de la jeunesse de cette époque. Elle imprimera sa marque dans la culture politique, principalement entre 1990 et 2010. Bon nombres de leaders politiques émergeront de ce syndicat dont Soro Kigbafori Guillaume et Charles Blé Goudé.

Sans compter avec l'influence des jeunesses des principaux partis politiques, l'université à travers les étudiants devient le théâtre des différentes revendications d'ordre politique et social. Cela sonne la fin, de la pensée unique et une culture politique à la faveur du multipartisme émerge au sein cette jeunesse.

Toutefois qu'en est-il Aujourd'hui ?

Les réseaux sociaux ont fait leur apparition et impacter les habitudes.

La FESCI a perdu de son poids et le pays a connu une crise postélectorale qui a laissé des marques au sein de la jeunesse. Elle qui constitue 77.7% de la population ivoirienne. Les moyens de transmission des savoirs politiques quant à eux, sont devenus multiformes.

A l'aune de ce qui précède, l'on est en droit de se demander, sur quoi repose la conscience politique actuelle des jeunes ivoiriens ? Repose-t-elle sur des critères sociaux ?

Comment l'histoire politique ivoirienne joue sur la mentalité de ces jeunes ? Et surtout quel rôle joue les médias sociaux ?

Les réponses à ces différentes questions permettront d'élucider les déterminants de la culture politique actuelle des jeunes en Côte d'Ivoire.

• **Méthodologie**

Les méthodes scientifiques utilisées pour la réalisation de cette étude sont principalement : l'analyse documentaire, l'enquête qualitative et quantitative.

- L'analyse documentaire nous a permis de consulter la littérature scientifique faite d'articles sur la culture politique et la sociologie de la jeunesse.

- L'enquête quantitative qui a consisté à mesurer les variables quantitatives a été réalisée au moyen d'un questionnaire constitué essentiellement de questions fermées, administrées à un échantillon constitué de 41 personnes hommes / femmes, âgés de 18 à 35ans, répartis entre les communes d'Adjamé, de Bingerville, de Cocody et de Yopougon.

- L'enquête qualitative a consisté à mesurer les variables qualitatives au moyen d'un guide d'entretien composé de questions ouvertes à des enquêtés. C'était des entretiens individuels.

Les déterminants sociaux de la culture politique des jeunes.

Comme le dit, **Achille Mbembe**⁸² « *le culte de l'autochtonie et la résurgence de l'ethnie accentuent la fragilité de ces constructions tout à fait artificielles que sont les Etats africains, à un moment ou l'Afrique devient la destination de nouvelles diasporas* »

En Côte d'Ivoire, cette tendance liée au patriotisme régional et ethnique a longtemps dominé et domine la vie politique ivoirienne des 60 dernières années, les politiciens l'utilisent insidieusement, pour s'asseoir une base électorale peu critique, solide et durable.

Les partis politiques traditionnels que sont le RDR, le PDCI et le FPI, sont ancrés dans des bastions régionaux, et le vote est intrinsèquement lié à cela.

De ce fait, lors de crispation politique grave, les divergences se renforcent entre les partis mais aussi entre les groupes ethniques sous fond de lutte de positionnement pour le contrôle de l'Etat et de ses privilèges.

Ces facteurs jouent pour beaucoup, dans l'analyse des rapports politiques, et même les jeunes en grande majorité des urbains, donc résidant à Abidjan ne sont pas à l'abri de cette vision relevant de l'ethnocratie⁸³. Cependant, les jeunes que nous avons interrogés, affirment à 82 % que l'appartenance ethnique et religieuse n'a aucune incidence dans leurs préférences politiques.

⁸² Achille Mbembe, né le 27 juillet 1957 au Cameroun, est un philosophe théoricien du post-colonialisme, politologue, historien et enseignant universitaire. Il est actuellement membre de l'équipe du Wits Institute for Social & Economic Research de l'université du Witwatersrand de Johannesburg en Afrique du Sud.

⁸³ (Politique) (Généralement péjoratif) Forme de gouvernement où le pouvoir est possédé par un groupe ethnique particulier, au détriment des autres.

Ce chiffre nous permet de relever le fait que, les personnes sondées ne conditionnent par leur vote à l'origine de l'individu mais plutôt à l'offre de gouvernance proposée.

Cette vision peut-elle, s'expliquer par leur niveau d'étude ?

Cela est fort probable, compte tenu du fait que, 78% des répondants, poursuivent des études supérieures, cela signifie que l'éducation joue un rôle clé dans la maturation de leur culture politique. Ces jeunes instruits, se transforment en électeur rationnel, capable de faire un choix électoral, en fonction du bilan des gouvernants et des programmes électoraux. Toutefois, force est de reconnaître que, le taux d'alphabétisation des jeunes en Côte d'Ivoire est très bas. Selon des statistiques datant de 2015, 2,29 millions de jeunes, entre 15 et 24 ans, ne savent ni lire, ni écrire. Tenant compte du fait que, l'instruction est un élément clé du choix politique et donc du niveau de culture politique, l'on en vient à conclure qu'il existe deux franges au sein de la jeunesse ivoirienne, l'une instruite pouvant faire un choix raisonné quoique subjectif et l'autre non instruite soumise à tous les aléas d'instrumentalisation et de méconnaissance critique de la politique.

Ensuite, au plan qualitatif, il faut noter que la grande majorité des jeunes sondés ne militent pas dans un parti politique car ils ne sont pas intéressés par la politique.

Les raisons évoquées sont principalement le fait que, « les politiciens ne sont pas sincères, chacun milite pour sa survie », « *les partis politiques sont devenus des clans, cela fait peur et alimente les crises* », « *le débat n'existe pas, les décisions sont imposées* », « *les partis politiques actuels ne reflètent aucune valeur à part la prise du pouvoir* »⁸⁵.

Les jeunes expriment ici, un profond sentiment d'insatisfaction quant à l'architecture des partis politiques ivoiriens. Cela dénote, d'un dysfonctionnement propre au déficit de valeurs et de représentativité des jeunes, dans les instances de décisions, au sein des partis politiques ivoiriens.

Pour eux, la personnification de l'action publique, en un homme ou un clan, ne suscite pas un sentiment de neutralité, donc de consensus.

Ainsi, il est difficile pour un jeune en Côte d'Ivoire, de s'identifier, en un parti politique et de cheminer avec ce dernier.

Pour ces jeunes, les partis politiques sont gérés arbitrairement et bien souvent, la discussion et les délibérations se font sans la consultation des jeunes.

Ils déplorent l'absence de débat et considèrent entre autre, que militer, c'est se mettre en danger lorsque celui-ci perdra le pouvoir.

Cette situation d'incertitude alimente la peur et l'indifférence des jeunes.

Les jeunes sondés, veulent participer à la vie politique de façon plus profonde, en intégrant les partis politiques pour investir le débat public. Mais ils sont tournoyés entre plusieurs éléments dont, le militantisme de survie (je milite dans ce parti pour me faire un peu d'argent en échange de mon engagement, donc je ne milite pas vraiment), le manque de lisibilité des valeurs prônées par les partis, qui bien souvent diffèrent du papier à la réalité.

Surgit également une affirmation plébiscitée, « *la peur de se voir indexer si une crise politique advenait.* »

Pourtant malgré ce constat, il est intéressant de noter que les jeunes d'aujourd'hui sont différents de ceux d'hier. La grande majorité du fait de l'exode rural et de la prolifération des nouvelles technologies, est urbaine et moins enclines à suivre les structures traditionnelles, de transmission des savoirs politiques que sont la famille, la coutume, les structures religieuses, même si ceux-ci garde une influence relative.

En somme, l'éducation joue un rôle crucial dans le façonnement objectif des connaissances politiques. Malgré le fait, que les jeunes instruits ont la possibilité de faire un choix politique plus raisonné, force est de reconnaître que le système éducatif ivoirien, ne joue pas son rôle d'outil de socialisation secondaire qui doit contribuer aux renforcements des compétences politiques des individus.

Les jeunes en grande majorité reçoivent une formation parcellaire peu axée sur la connaissance objective de la politique (définition), des partis politiques (définition), de la démocratie, du vote ou encore des mécanismes de participation.

Les partis politiques quant à eux, ne font aucun effort de dissémination de valeurs fondé sur leurs activismes, la personnalisation du leader et du parti y est croissante et il est impossible de lire avec clarté la ligne idéologique de chaque parti. Ce qui rend difficile le sentiment d'appartenance si ce n'est l'appartenance au leader.

⁸⁵ Entretien

En définitive, l'espace social ivoirien, est un lieu mêlant, liens intergénérationnelles, désir de modernité, volonté d'émancipation et conflictualité qui, au gré des événements façonnent les attitudes politiques.

Mise à part que, cette description demeure inachevée si nous ne questionnons pas le rôle de l'histoire politique ivoirienne dans les croyances politiques des jeunes.

Les déterminants relevant de l'histoire politique.

La vie politique de la Côte d'Ivoire a véritablement débuté en 1960, à l'occasion de l'indépendance politique du pays. Chemin faisant, le passage de flambeau entre les différents héritiers politique, après la gouvernance du « père fondateur », n'a pas été sans accroc conduisant le pays vers 02 guerres. Les jeunes ivoiriens sondés dans leurs grandes majorités restent marqués négativement par ces conflits.

Les plus jeunes, les 20-25ans, sont les plus affectés et marqués par la crise post-électorale de 2011, l'un d'entre eux, a affirmé, « *On a vu ce que c'est que la guerre, ce qu'on regardait dans les films, on a vu qu'on pouvait vivre cela de nos propres yeux, ce qui me fait le plus mal, c'est que c'était à cause d'une simple élection* »⁸⁶. Les plus âgés, 25 -35ans digèrent mal, celle de 2002, à cause de la partition du pays en 02 et les proches disparus.

La plupart des jeunes, par ces événements jugent la politique et s'en font une idée profondément négative. En clair, « *si faire la politique c'est être prêt à commettre l'irréparable sur l'autel des vies humaines, vaut mieux ne pas y fourrer son nez* ».

Ainsi, l'obligation de participer à la vie politique pour les citoyens et les jeunes en particulier est profondément limitée par cette vision relevant des faits qui ont marqué le pays :

Politique en Côte d'Ivoire = violence = décès.

Et le rapport annuel publié par le think tank américain Fund for Peace et le magazine américain Foreign Policy sur l'indice des États fragiles, ne vient pas améliorer cette perception.

En effet, dans son édition 2019, la Côte d'Ivoire se hisse à la 29e place sur un total de 178 pays avec un indice de fragilité de 92. La logique est que, plus l'indice est élevé, plus le rang est proche de la première place, plus celui-ci est mauvais et dénote d'un climat d'instabilité politique⁸⁷.

Le rapport prend en compte plusieurs indicateurs dont l'économie, les inégalités, la sécurité, la légitimité de l'Etat, la corruption etc.

Chaque indicateur est noté sur 10. C'est-à-dire qu'avoir une note proche de 10, signifie avoir une mauvaise note, et être loin de 10 est synonyme d'une bonne note.

S'agissant par exemple, de l'indicateur sur la légitimité de l'Etat, la Côte d'Ivoire à une note de 7,3/10. Cet indicateur met en lumière plusieurs éléments dont, la confiance des citoyens dans le processus politique, la violence politique, l'équité du processus politique ou encore l'inclusion de l'opposition politique.

En clair, la légitimité de l'Etat en Côte d'Ivoire souffre de plusieurs insuffisances dont un climat de méfiance entre gouvernants et gouvernés et un processus politique jugé partisan et inéquitable.

A chaque scrutin électoral, les points de divergences pouvant déboucher sur un conflit, sont liés à la partialité du processus politique.

De plus, selon le dernier rapport d'Amnesty International sur les droits humains en Côte d'Ivoire, « *Les autorités ont restreint les droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique. Les forces de sécurité ont eu recours à une force excessive contre des manifestant-e-s pacifiques, en toute impunité. Des militant-e-s politiques, des journalistes et des défenseur-e-s des droits humains ont été arrêtés et détenus arbitrairement* »⁸⁸

Cette réalité que traduisent ces différents rapports renforce la perception des jeunes sondés sur leurs sentiments mitigés à l'égard de la politique. Beaucoup regardent donc de loin la politique.

Toutefois, 65 % des répondants affirment ne pas vouloir que le PDCI, le FPI et le RDR disparaissent de la vie politique ivoirienne. Pour eux, ce sont des partis traditionnels, qui caractérisent l'histoire politique de la Côte d'Ivoire, mais il faudrait que leurs leaders respectifs s'en aillent, pour permettre l'émergence de nouveaux visages et donc d'un nouveau référentiel moins lourd à porter.

Cela montre, un désir de renouvellement du personnel politique mais aussi de jeunesse eu égard à un personnel politique gérontocratique.

En effet, depuis près de 30 ans de vie politique c'est-à-dire, depuis 1990, ce sont pratiquement, les mêmes personnages qui sont au-devant de la scène politique.

⁸⁶ Entretien

⁸⁷ <https://fragilestatesindex.org/country-data/>

⁸⁸ <https://www.amnesty.org/fr/countries/africa/cote-d-ivoire/report-cote-divoire/>

L'histoire des transitions du leadership en Côte d'Ivoire est quasiment vide sinon ensablée, ce qui pour les jeunes doit radicalement changer.

Les croyances politiques en seront impactées durablement et laissent entrevoir différents types de culture politiques au sein de cette jeunesse.

Une culture politique Hybride ?

L'on pourrait être tenté de situer la culture politique actuelle des jeunes en Côte d'Ivoire comme hybride. Selon les travaux d'Almond et Verba dans le « *civic culture* », il existe trois types de culture politique, paroissiale, passive et participante⁸⁹.

La culture paroissiale se définit comme, l'identification politique restreinte à l'horizon local, et un faible intérêt pour la vie politique nationale.

La culture Passive se définit comme une passivité, une déférence voire une soumission totale à l'égard du pouvoir politique.

La culture participative se définit comme des citoyens supposés actifs, compétents et critiques.

Dans le cadre de notre réflexion, les deux derniers types de culture politique ressortent le plus, dans les réponses des enquêtés.

D'un côté nous avons, dans le groupe de jeunes interrogés, des citoyens passifs, désabusés, peu critiques, qui font preuve de soumission totale à l'égard du pouvoir politique. Ils cultivent une certaine indifférence à l'égard de tout ce qui touche la politique car, désenchantés.

La plupart ont eu une expérience négative de la politique (perte d'un proche lors de la crise) ou encore, on peur de risquer leur vie et celle de leur entourage. Ou également, ils manifestent, une forme de pessimisme profond partant du postulat selon lequel, « *ma voix est une goutte d'eau dans la mer* » ou encore « *Nous n'allons pas réinventer la roue, ma participation ou mon activisme ne va rien changer à la société* »

D'un autre côté, nous avons, dans le même groupe, les participatifs, des citoyens actifs, compétents et critiques qui se saisissent des sujets politiques et qui militent de façon pacifique pour faire entendre leurs idées.

Que ce soit sur des questions sociales ou sur la question des minorités. Les réseaux sociaux sont entre autre un élément important de cet activisme à travers les blogs ou encore des publications incitant à l'action citoyenne.

Même si, il est rare de constater au sein de cette jeunesse un activisme vraiment politique de contre-pouvoir.

Force est de reconnaître, que la majorité des jeunes sondés militent dans des associations pour défendre l'environnement, promouvoir le panafricanisme culturel, faire des dons aux indigents, favoriser l'éducation politique ou encore promouvoir l'égalité homme/femme.

Cet élément nous permet d'affirmer sans risque de nous tromper, qu'une véritable société civile est en train de naître, elle est jeune, elle a de la vitalité et des idées neuves, tout ce qu'elle souhaite c'est de prendre toute sa place.

Qu'elle soit virtuelle ou physique, la promotion des libertés politiques et la démocratisation de l'espace public, lui permettra de s'enraciner durablement.

Il importe de souligner que les jeunes dans leur large majorité, désirent suivre les bons modèles et leurs propres visions de la politique.

Les jeunes ivoiriens ont été marqués par des crises qui leur ont fait perdre confiance en la politique. Toutefois ces jeunes aspirent au renouveau et il faudrait mieux les encadrer, afin d'impacter durablement les usages politiques dans la société.

Comme moyen, Les médias sociaux ne peuvent-ils pas y jouer un rôle ?

Les déterminants médiatiques de la culture politique des jeunes.

Comme le partage, **Geoffroy Julien KOUAO** « *L'arrivée de l'internet, avec les réseaux sociaux, a révolutionné beaucoup de chose.*

La presse traditionnelle n'a plus le monopole de l'information politique.

Les jeunes vont davantage sur Facebook, Twitter, Instagram, WhatsApp. Ils y découvrent de nouvelles intelligences politiques et surtout de nouvelles offres politiques. »⁹⁰.

En effet, la part des internautes en Côte d'Ivoire, de 2004 à 2018, est passée de 0,8% à 46,8%. Le nombre d'utilisateur internet s'est considérablement accru et cela a contribué à façonner de nouvelles formes de transmissions des savoirs politiques.

Dans un passé récent, c'est-à-dire entre les années 2000 et 2010, il existait ce qu'on appelait communément les « *EDR* », entendez par là, « *les espaces de discussions de rue* ». Ces lieux réunissaient des jeunes de diverses catégories, mais essentiellement des sans emploi, des déscolarisés ou des non diplômés, issus en grande partie, des quartiers populaires.

⁸⁹ <https://fr.slideshare.net/profdeses/chapitre-4-cultures-politiques-et-socialisation-politique-2017>

⁹⁰ <https://www.wathi.org/2020-limpossible-crise-electorale-en-cote-divoire/>

Ils se réunissaient pour discuter de différents sujets, touchant à la vie de la nation, que ce soit liée à la santé, à l'agriculture, au climat politique ou à l'éducation.

Les trois principaux espaces de discussions de rue (EDR) étaient la « Sorbonne » du Plateau, le « *Tout Puissant Congrès* » d'Abobo à Abidjan et le « *Sénat* » de Bouaké.

En tant que lieux alternatifs de formation, les EDR offraient aussi des possibilités de construction du capital de savoirs aux jeunes. Les documents qui y étaient vendus participaient au formatage intellectuel de la jeunesse et la préparait à entrer dans l'establishment politique. Cette socialisation politique préparait aussi les jeunes gens à l'art oratoire, en leur inculquant les techniques de prises de parole en public, à l'esprit de la discussion et des débats.⁹¹

Les « EDR », s'étant très politisé au fil du temps, ont pratiquement disparu à la suite de la crise post électoral de 2011, celui de la Sorbonne par exemple, était très proche de l'ex président Laurent Gbagbo.

Les savoirs politiques ne se transmettent donc plus au coin de rue, mais bien, sur un nouveau territoire où le flux d'information est incontrôlé. Internet devient donc un nouvel espace de culture politique.

D'ailleurs, 63% de nos répondants, affirment qu'internet et les réseaux sociaux participent pour beaucoup à leur éducation politique. Chaque personnalité politique, administrative ou activiste de la société civile, contribue par l'entremise de son média social au débat public, qu'il soit national ou international.

Cela a donc permis à plusieurs jeunes, qui ne suivent pas forcément les chaînes d'informations et qui ne participent pas aux discussions de rue, de s'intéresser et s'informer sur l'actualité nationale et internationale. Toutefois, la méfiance préexiste car 80 % de la cohorte affirment ne pas participer à des discussions politiques sur les réseaux sociaux, quelque soit le caractère ouvert des débats.

Pour eux, discuter ou affirmer ses positions politiques sur internet, est pernicieux. Certains ont peur de se voir indexer ou identifier comme étant partisan du mauvais parti politique. Et surtout depuis la loi sur la diffusion des fausses nouvelles, beaucoup font attention à ce qu'ils écrivent sur les réseaux sociaux. Néanmoins, 76% préfèrent dénoncer et décrier la mauvaise gouvernance sur les réseaux sociaux, plutôt que de participer physiquement à des manifestations

de protestation ou à des meetings politiques, compte tenu du climat qui pourrait s'avérer violent.

L'on constate donc qu'il existe encore une sorte de déphasage entre l'activisme exercé sur les réseaux sociaux et ce qui peut réellement advenir dans la réalité en termes de participation politique effective.

Même si, il importe de souligner que bien souvent, les fausses informations par l'entremise des réseaux sociaux peuvent conduire à des mobilisations collectives parfois violentes.

Toutefois, force est de reconnaître qu'une société civile virtuelle loin des dogmes politiques émerge de façon croissante sur internet. Les militants politiques y véhiculent leurs idées dans le but de sensibiliser ou éduquer. Elle permet également d'influencer les acteurs publics et certaines politiques publiques. Internet est devenu un moyen idoine d'action collective. Un véritable moyen de contrôle citoyen qui a certes des limites mais qui contribue pour beaucoup à la délibération politique en Côte d'Ivoire.

Surséance

La culture politique des jeunes en Côte d'Ivoire est un processus en construction continue qu'il est difficile de saisir tant c'est un concept mouvant. Nous avons essayé de montrer comment certains facteurs peuvent influencer cette culture mais surtout comment ils participent à la création ou la perdurance d'usage politique.

Les jeunes dans leur grande majorité regardent leurs générations avec beaucoup d'optimisme. Certains trouvent qu'ils ne sont pas valorisés à leurs justes potentialités et d'autres trouvent leurs semblables paresseux, rongés par la facilité et la projection facile de ses maux sur les autres.

Plusieurs sont pris par le désir d'autonomie et d'indépendance, sortir des structures traditionnelles pour inventer l'avenir. Promouvoir des paradigmes nouveaux en politique, fondés sur des projets de société et des programmes politiques clairs.

Cette jeunesse semble plus mature mais reste soumise à des aléas chroniques qui sont de pouvoir accéder à une éducation de qualité et subvenir efficacement à un quotidien de plus en plus rude. Cela les rend vulnérables, face à des politiciens sans éthique. Mais pourtant, force est de reconnaître que, les jeunes veulent prendre toute leur place si et seulement si les conditions le permettent, sinon ils seront contraints tôt ou tard de bousculer l'ordre établie.

⁹¹ European Scientific Journal April édition vol. 8, MODES DE PARTICIPATION DES JEUNES AU JEU POLITIQUE EN CÔTE D'IVOIRE L'EXEMPLE DES ESPACES DE DISCUSSIONS DE RUE (N°Goran Koffi Parfait Silue N°Tchabétien Oumar)

Conclusion

En définitive, il convient de retenir que, les croyances politiques et les habitus n'apparaissent pas ex nihilo, c'est le fruit d'une influence entre l'histoire, le lien social et les médias. Ces éléments sont hautement flexibles et changent au gré des événements.

Toutefois, La gouvernance doit toujours être considérée de façon holistique de sorte à tenir compte des différentes influences positives ou négatives.

Conscient de cela, il est impérieux de mettre en œuvre des politiques publiques idoines afin de bâtir des institutions fortes mais surtout d'assurer l'équité, la justice et la transparence dans la mise en place de ses institutions qui garantiront le consensus.

La culture politique en sera marquée durablement comme ce fut le cas au Sénégal ou au Ghana, deux exemples de pays aux transitions politiques réussies. Cela permettra d'anticiper et de construire une société fondée sur des valeurs ou chaque dirigeant aura à cœur de laisser une trace non pas pour la prochaine élection mais pour les générations futures.

Recommandations :

- **Gouvernement de la république de Côte d'Ivoire.**

- **Le ministère de l'éducation nationale :**

Il faut une réforme en profondeur du système éducatif ivoirien fondé sur « l'éducation à la citoyenneté mondiale », il faudrait qu'au lycée, dès la classe de seconde, les matières soient axées, sur des apprentissages communs, applicables et transposables dans la vie de tous les jours, comme, la place des femmes, la prise en compte des minorités, le leadership, l'histoire économique du monde, et quelques notions de sciences politiques comme : l'Etat, le pouvoir politique, et la socialisation. Il faut favoriser des compétences qui permettront aux jeunes de cultiver, l'esprit critique, la compréhension mutuelle et la réciprocité. Le monde change et il faut cadrer l'éducation avec les évolutions de celui-ci.

- **Le ministère de la culture :**

Il faut construire une mémoire institutionnelle, cette action participe à sélectionner dans les représentations du passé, des événements qui concourent à fédérer la nation et bâtir par la même occasion, une unique mémoire collective.

Par les commémorations, les monuments, le consensus collectif se bâtit autour d'une unique représentation collective. Il faut investir l'imaginaire autour d'un idéal commun transcendant les ethnies, la personne et les familles politiques.

Par exemple, faire un musée en l'honneur des grandes icônes du pays qu'elles soient politiques, culturelles, sportives ou chaque jeune ivoirien à l'obligation de visiter au moins une fois dans sa vie, contribue à inscrire durablement dans la mémoire collective des éléments et des valeurs précises.

- **A la Fondation Friedrich Ebert.**

Continuer l'œuvre d'éducation politique des jeunes et miser sur l'utilisation des nouvelles technologies et de jeunes influenceurs qui cadre avec le domaine.

Aujourd'hui plus de 70% du trafic sur internet est essentiellement du contenu vidéo ou audio, s'inscrire à l'ère de la mondialisation, commande l'utilisation de ses méthodes pour toucher un public plus large afin de promouvoir par tous les moyens la citoyenneté responsable et impacter la culture politique des jeunes. Faire par exemple des capsules éducatives sur internet afin de promouvoir valeurs et idéologies politiques.

- **Aux jeunes ivoiriens eux-mêmes :**

Vous devez sortir des sentiers battus et avoir comme valeur première le travail. Beaucoup d'entre vous ne font aucun effort et pense que la réussite leur sera offerte sur un plateau d'or. Il n'existe aucun chemin dans la facilité et il n'y a aucun succès sans sacrifice. Ne vous nourrissez pas de préjugés, chercher toujours la bonne information et candidatez à toutes les offres d'emplois qui tombent sous vos mains, l'Etat ne vous tiendra pas par la ceinture pour vous sortir de la précarité, il y a un pas à faire et des sacrifices à fournir, vous êtes jeunes et dynamiques, ne laissez pas les sirènes du désespoir vous emporter.

REGARD JEUNE

ANALYSES POLITIQUES SUR LA CÔTE D'IVOIRE

A PROPOS DE CE FORMAT

En Côte d'Ivoire, comme dans beaucoup d'autres pays dans le monde, les jeunes peinent à s'intégrer dans le discours politique et journalistique national. La Friedrich-Ebert-Stiftung en Côte d'Ivoire s'engage depuis longtemps pour former et aider les jeunes leaders de demain à se faire une place dans la politique. Mais cette faible représentation de la jeunesse ne touche pas seulement la politique : dans l'économie, la science et également dans le journalisme, il manque des jeunes.

Il est pourtant important d'écouter les voix de la jeunesse et c'est dans cet objectif que la Friedrich-Ebert-Stiftung publie dans ce format semestriel quatre études rédigées par des jeunes ivoiriens et des jeunes allemands.

En donnant la plume à ces jeunes de différents horizons, la fondation offre un regard jeune sur des thèmes socio-politiques en Côte d'Ivoire, tout en apportant à ces enjeux des perspectives internationales. Ces textes ont été écrits par des jeunes pour des jeunes souhaitant sortir des sentiers battus et qui sont curieux d'en apprendre plus sur la situation socio-politique de leur pays sous l'angle de leur génération.

MENTIONS LÉGALES

illustration de couverture : ©Dessekane Guei, Designer graphique

Friedrich-Ebert-Stiftung Côte d'Ivoire
Abidjan, Cocody, Riviera Attoban
08 BP 312 Abidjan 08
Tel : +225 27 22 43 88 99
Fax :+225 27 22 43 87 54

©2021 FRIEDRICH-EBERT-STIFTUNG

L'utilisation des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung(FES) est interdite sans autorisation écrite de la FES. Les idées et thèses développées dans la présente étude sont celles des auteur(e)s et ne correspondent pas nécessairement à celle de la FES